

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 27 août 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°453 ■

INDICE BRUT DES PRIX
À LA CONSOMMATION
**Légère hausse des
prix en juillet**

P 16

COMMERCE EXTÉRIEUR

Un excédent de 3,75 milliards \$ en 7 mois

Le ministre du Commerce et de la promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a révélé, hier à Alger, que la balance commerciale de l'Algérie a enregistré un excédent de 3,75 milliards dollars durant les sept premiers mois de l'année en cours. Dans le détail, les importations sont chiffrées à une valeur de 26,62 milliards de dollars, tandis que les exportations ont atteint 30,36 milliards. P 3



LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT
D'ARGENT ET LE FINANCEMENT
DU TERRORISME

**Nécessité de poursuivre
le renforcement des
capacités nationales**

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé une réunion de la Commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, lors de laquelle il a souligné la nécessité de poursuivre le renforcement des capacités nationales et la modernisation des instruments juridiques pour contenir efficacement ces menaces, indique un communiqué du ministère des Finances.

P 2

CAMPAGNE ÉLECTORALE

**Les candidats s'engagent
à satisfaire les aspirations
des Algériens**

Les candidats à l'élection présidentielle du 7 septembre, ainsi que leurs représentants, ont réaffirmé dimanche, au 11^e jour de la campagne électorale, leur engagement à répondre aux aspirations des Algériens, appelant à une forte mobilisation au scrutin.

P 5

INVESTISSEMENT TOURISTIQUE

**Plus de 2 400 projets
enregistrés**

Le secteur touristique algérien est en pleine mutation, animée par une série de réformes stratégiques visant à revitaliser et moderniser cette industrie clé pour l'économie nationale. Selon Nabil Mellouk, directeur central au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, le secteur a enregistré une activité intense en matière d'investissements, avec plus de 2400 projets actuellement inscrits et plus de 800 déjà en cours.

P 3

7 SEPT
2024

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

MÉTAUX PRÉCIEUX

L’or grimpe après le soutien de la Fed aux baisses des taux

L'or s'est maintenu près de ses plus hauts records lundi, soutenu par un dollar plus faible et des propos accommodants du président de la Réserve fédérale américaine, Jerome Powell, renforçant les attentes d'une baisse des taux d'intérêt en septembre. L'or au comptant a progressé de 0,6% à 2.524,30 dollars l'once, soit environ 7 dollars de moins que le record de 2.531,60 dollars atteint la semaine dernière. Les contrats à terme sur l'or américain ont également gagné 0,6% à 2.560,40 dollars. Le dollar a atteint son plus bas niveau depuis plus d'un an, rendant l'or moins cher pour les autres détenteurs de devises. Concernant les autres métaux, l'argent au comptant a augmenté de 1% à 30,1 dollars. Le platine a gagné 1% à 972,45 dollars et le palladium a reculé de 0,3% à 959,75 dollars.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Nécessité de poursuivre le renforcement des capacités nationales

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé une réunion de la Commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, lors de laquelle il a souligné la nécessité de poursuivre le renforcement des capacités nationales et la modernisation des instruments juridiques pour contenir efficacement ces menaces, indique un communiqué du ministère des Finances.

Synthèse Slimane T

Dans son allocution lors de cette rencontre, tenue dimanche au siège du ministère, en présence du secrétaire général du ministère de la Défense nationale, en sa qualité de vice-président de la Commission, M. Faid a souligné «l'importance stratégique des efforts de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme face aux défis actuels», insistant sur «la nécessité de poursuivre le renforcement des capacités nationales et la modernisation des instruments juridiques et réglementaires pour contenir efficacement ces menaces», a précisé la même source. Il a, en outre, indiqué que cette réunion, la sixième du genre en 2024, s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions périodiques et extraordinaires pour un suivi minutieux des travaux des groupes de travail spécialisés constitués au sein de la Commission nationale, ajoutant que la Commission continuera à tenir des réunions mensuelles jusqu'à la fin de l'année pour une meilleure coordination et la réalisation des objectifs escomptés. Le ministre a évoqué les progrès réalisés dans le

cadre des travaux de la commission de coordination nationale, ayant permis de finaliser le rapport suivant la période d'observation dans les délais impartis avec le Groupe d'Action Financière, indique le communiqué. Lors de cette réunion, deux exposés ont été présentés, portant sur l'état d'avancement des travaux en cours au sein de la commission de coordination nationale en charge du suivi de la mise en œuvre des différentes actions recommandées, visant à aligner le système national de prévention et de lutte contre les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme sur les normes internationales les plus récentes. Le rapport complémentaire sur l'évaluation des risques de financement du terrorisme a également été présenté, ainsi que la stratégie nationale de prévention et de lutte contre ces risques. Les préparatifs pour la réunion prévue avec le groupe d'action financière ont été, également, évoqués lors de cette session, ajoute le communiqué. Le ministère a rappelé qu'une copie du résumé exécutif du rapport national partiel sur l'évaluation des risques du blanchiment d'argent et de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent a été remise

à toutes les parties concernées. Cette démarche vise à généraliser les informations à toutes les autorités compétentes afin de mettre en place les mesures préventives et dissuasives adéquates et garantir ainsi une appréhension unifiée des risques du blanchiment d'argent, selon le communiqué. Le résumé exécutif des résultats du rapport national partiel a été publié sur le site officiel de la cellule de renseignement financier. Au terme de cette réunion, Faid a appelé à renforcer la coopération et la coordination entre toutes les autorités compétentes pour assurer une exécution efficace du plan adopté, soulignant l'importance de continuer à travailler sérieusement pour la réalisation des objectifs nationaux dans la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive. Il a également fait savoir que «les efforts actuels permettront de renforcer la place de l'Algérie sur la scène internationale en tant qu'Etat engagé dans la lutte contre le crime financier sous toutes ses formes, notamment ceux liés au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme», conclut le communiqué du ministère.

BOURSE

La COSOB lance son nouveau site web

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) a annoncé, hier dans un communiqué, le lancement de son nouveau site web, désormais doté d'un design plus moderne, et ce, dans le cadre de la démarche du régulateur du marché boursier visant à suivre l'évolution numérique que connaît l'Algérie. Cet outil de communication digitale, accessible sur l'adresse www.cosob.dz, «représente la vitrine numérique de la Commission en tant

qu'autorité de régulation du marché financier Algérien. Il a été conçu pour être une source des dernières nouvelles et une plateforme qui fournit des informations complètes sur le marché financier Algérien et ses principaux intervenants», souligne la Cosob. Il reflète également «la volonté et la stratégie de la COSOB pour s'adapter aux transformations numériques, et traduit les efforts déployés par la Commission pour s'améliorer et son engagement continu à fournir les

meilleurs services à tous les opérateurs et acteurs clés du marché financier», selon la même source. Parmi les principales caractéristiques du site, qui se distingue par une interface moderne et facile à utiliser, ainsi que par des spécifications conformes à l'évolution numérique dans le domaine de la conception moderne de sites web, est qu'il offre un accès rapide aux informations et données du marché, ce qui offrira aux visiteurs une expérience unique en termes de facilité de navigation et

d'accès à l'information, indique le communiqué. Le nouveau site web comprend plusieurs sections relatives aux décisions émises, aux autorisations et agréments accordés par la Commission, ainsi qu'à tous les règlements, instructions et textes juridiques régissant le fonctionnement de la Bourse. Il propose également diverses statistiques de marché mises à jour régulièrement, ainsi que toutes les informations financières des sociétés cotées en bourse. La COSOB a indiqué, qu'à travers le

lancement de ce nouveau site web, elle compte «offrir un environnement numérique sécurisé et efficace aux professionnels du marché mais aussi aux étudiants qui leur fournit tous les détails sur la formation dans le domaine des marchés financiers, ainsi que des contenus éducatifs riches sous forme de rubriques dédiées à l'éducation financière, et à l'avenir, toutes études et recherches réalisées par les équipes de la Commission en toute transparence».

R E

HUAWEI ALGÉRIE

Lancement d’un programme de formation distingué pour les étudiants brillants

Huawei Algérie a lancé, dimanche à Alger, la 10e édition du programme de développement des jeunes talents "Seeds For The Future 2024", avec la participation de 50 étudiants provenant de divers établissements d'enseignement supérieur, ainsi que du secteur de la Poste et des Télécommunications, indique hier un communiqué de cette entreprise. «Dans le cadre des mémorandums d'accord entre Huawei Algérie, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministère de la Poste et des Télécommunications, une liste d'étu-

dients issus de diverses universités algériennes dotées de l'Académie Huawei en technologies de l'information et de la communication a été établie par les deux ministères», précise la même source. Ainsi, les étudiants de 40 universités et instituts de différentes wilayas du pays «ont été invités à participer à ce programme de formation du 24 au 30 août 2024. A l'issue de cette formation, 20 étudiants seront sélectionnés sur la base d'un test en technologies de l'information et de la communication pour participer à une session de formation intense en Chine fin septembre. Ils repré-

senteront l'Algérie lors des prochains concours et événements internationaux en fin d'année», note le communiqué. Au cours de cette formation, les étudiants «assisteront à des présentations sur les technologies de Huawei, visiteront virtuellement les installations de Huawei et participeront à des discussions techniques sur l'intelligence artificielle, la cybersécurité, la protection des données personnelles, le cloud computing et la sécurité du cloud, le Big Data, les énergies renouvelables, ainsi qu'à des sessions de développement personnel et de leadership incluant la création et

la promotion de présentations innovantes », selon la même source. Il convient de noter que les étudiants «bénéficieront également d'une formation sur la réalisation d'un modèle d'affaires et les étapes de création d'une startup, grâce à l'accompagnement et à l'encadrement de membres du comité national de labellisation des startups auprès du ministère de l'Economie de la Connaissance, des Startups et des PME, ainsi que d'experts de divers partenaires de Huawei Algérie, tels que Sonatrach, Djazzy et d'autres, en plus des témoignages de réussite d'une startup algérienne».

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

COMMERCE EXTÉRIEUR

Un excédent de 3,75 milliards \$ en 7 mois

Le ministre du Commerce et de la promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a révélé, hier à Alger, que la balance commerciale de l'Algérie a enregistré un excédent de 3,75 milliards dollars durant les sept premiers mois de l'année en cours.

Par Sirine R.

Dans le détail, les importations sont chiffrées à une valeur de 26, 62 milliards de dollars, tandis que les exportations ont atteint 30,36 milliards, a indiqué le ministre dans son discours à une cérémonie de l'installation des nouveaux membres du Comité de suivi du commerce extérieur, mettant en avant l'intérêt accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au dossier du commerce extérieur. Zitouni a affirmé que ces chiffres représentent un grand défis pour les membres du comité qui doivent œuvrer sérieusement à la concrétisation du plan d'action du Gouvernement et des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment celles relatives à «la redéfinition des contours de la politique du commerce extérieur». En effet, l'installation de ce comité s'ins-

crit dans le cadre des efforts continus devant renforcer la performance du secteur du commerce et réaliser les objectifs de la croissance économique, dira le ministre, indiquant que «l'activation de ce Comité s'inscrit dans le cadre d'une série de mesures prises par le secteur du commerce, en collaboration, avec les secteurs concernés, dans le but d'encadrer le commerce extérieur et d'équilibrer la balance commerciale par la promotion des exportations hors hydrocarbures, et la régulation des importations afin de préserver la production nationale». Au passage, le ministre a rappelé l'intérêt particulier accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au dossier du commerce extérieur, insistant sur «l'activation de l'intelligence économique et d'adapter la politique du commerce extérieur aux intérêts du pays, notamment au vu des défis géostratégiques et stratégiques que connaît l'éco-

nomie mondiale». L'activation dudit Comité intervient en application du décret exécutif N 09-429 portant création du comité de suivi du commerce extérieur et fixant sa composition, ses missions et son organisation, rappelle le ministre, précisant que les nouveaux membres avaient été installés en vertu d'un arrêté ministériel qui sera publiée dans le journal officiel. Les membres sont nommés pour un mandat de trois ans renouvelable. Le comité comprend des représentants de 16 secteurs ministériels et 12 organismes officiels. Les principales missions de ce comité consistent en le suivi et l'analyse du flux d'échanges commerciaux (exportations/importations), la proposition de mesures pour la réforme et la régulation des activités du commerce extérieur, outre, l'évaluation périodique des données relatives au commerce extérieur et la proposition de nouvelles mesures re-

latives à la rationalisation des importations, selon le communiqué. Dans le cadre de ses missions, le comité propose également des mesures relatives à la promotion des exportations hors hydrocarbures et à la facilitation du commerce extérieur, en plus de la contribution à l'analyse et à l'évaluation des accords commerciaux, tout en veillant à l'actualisation et à la fiabilité des informations économiques et statistiques, selon la même source. Par ailleurs, le ministre a insisté sur la tenue de réunions régulières et périodiques conformément au décret exécutif encadrant le travail de ce comité, soulignant que les résultats qui sanctionneront les travaux de ce comité seront soumis au Conseil national consultatif pour la promotion des exportations (CNCPE), et au Conseil supérieur de régulation des importations pour prendre les décisions appropriées, selon la même source.

AQS VISE L'EXPORTATION DE PLUS DE 800 000 T D'ACIER

L'Algérie à la conquête de nouveaux marchés

Par Mourad A.

En seulement deux ans, la société industrielle Algerian Qatari Steel (AQS) a réussi à exporter près de 40% de sa production vers plus de 30 pays à travers le monde. Pour 2024, l'entreprise vise à exporter plus de 800 000 tonnes de produits sidérurgiques diversifiés, ciblant particulièrement les marchés exigeants des États-Unis et de l'Europe du Nord. Cette performance résulte d'un engagement inébranlable en faveur de la qualité, illustré par l'obtention de certifications de haut niveau qui ont ouvert les portes de ces marchés internationaux. Le complexe sidérurgique de Bellara, fruit d'un partenariat exemplaire entre l'Algérie et le Qatar, incarne une réussite incontestable dans le domaine de la métallurgie. Algerian

Qatari Steel (AQS), société créée en décembre 2013, résulte de cette collaboration stratégique, permettant à l'industrie métallurgique algérienne de se hisser parmi les leaders nationaux et de renforcer sa position sur la scène internationale. Avec une capacité de production annuelle de 2,5 millions de tonnes, le complexe de Bellara, situé dans la zone industrielle d'El-Milia à Jijel, se distingue par son ambition de doubler cette production d'ici la fin de l'année. Une partie significative de cette augmentation sera destinée à l'exportation, notamment via le port de Djén-Djen international, témoignant de la volonté d'AQS de conquérir de nouveaux marchés. L'année 2023 a marqué une étape importante pour AQS, avec un chiffre d'affaires de 800 millions de dollars. Ce succès est d'autant plus remar-

quable que l'entreprise se prépare à réduire sa dépendance aux importations de fer en misant sur l'exploitation imminente du gisement de Tindouf, une initiative qui augmentera considérablement le taux d'intégration nationale. « Nous exportons environ 40% de notre production excédentaire. Malgré les difficultés du marché international, nous avons réussi à placer nos produits dans plus de 30 pays en seulement deux ans. Nous envisageons désormais d'élargir nos horizons vers de nouveaux marchés, notamment les États-Unis et certains pays d'Europe du Nord », a déclaré Sofiane ChaibSetti, Directeur Général Adjoint du Complexe Sidérurgique AQS Bellara-Jijel, au micro de la télévision algérienne. De son côté, Nasreddine Boughachiche, directeur de la logistique du

Complexe Sidérurgique AQS Bellara-Jijel, a ajouté : « Pour l'exercice 2023, nous avons réalisé un chiffre d'affaires de 800 millions de dollars, grâce à l'obtention de certifications de qualité qui nous ont permis de pénétrer des marchés aux standards très stricts et exigeants. En 2024, nous nous préparons à un programme d'exportation très ambitieux, avec un objectif de plus de 800 000 tonnes de produits sidérurgiques, incluant des barres d'armature, du fil machine, ainsi que des billettes. » Sur le plan social, AQS se distingue par son engagement envers le développement des compétences locales. Avec un effectif de 2 900 employés, dont 95% ont été recrutés sans expérience préalable, la société a investi massivement dans la formation et l'accompagnement de sa main-d'œuvre, permettant ainsi à ces tra-

vailleurs de maîtriser les technologies de pointe du complexe. Ce savoir-faire et cette expertise ont été couronnés par le prestigieux prix du Président de la République pour les exportations vers l'Afrique. Fort de ces réussites, AQS ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. L'entreprise envisage de renforcer ses investissements en Algérie et de diversifier encore davantage ses exportations, avec l'objectif ambitieux de s'imposer parmi les géants de la métallurgie sur le continent africain. En somme, AQS incarne une vision audacieuse où qualité, innovation et expansion sont les maîtres mots, ouvrant la voie à un avenir prometteur pour l'industrie métallurgique algérienne.

INVESTISSEMENT TOURISTIQUE

Plus de 2400 projets enregistrés

Par M A.

Le secteur touristique algérien est en pleine mutation, animée par une série de réformes stratégiques visant à revitaliser et moderniser cette industrie clé pour l'économie nationale. Selon Nabil Mellouk, directeur central au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, le secteur a enregistré une activité intense en matière d'investissements, avec plus de 2400 projets actuellement inscrits et plus de 800 déjà en cours. Ces projets couvrent 249 zones à travers le pays, illustrant une expansion significative du secteur touristique. Cette dynamique de renouveau repose sur plusieurs initiatives majeures qui redéfinissent le paysage touristique du pays. Intervenant sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale, Nabil Mellouk a expliqué que cette effervescence

traduit une volonté manifeste de relancer les projets mis en attente et de surmonter les obstacles administratifs qui freinent certains investissements. Il a également évoqué la plateforme numérique innovante « Visit Algeria », mise en place par le ministère du Tourisme pour promouvoir les offres touristiques locales. Cette initiative vise à mettre en valeur la richesse et la diversité des prestations tout en proposant des tarifs attractifs pour attirer une clientèle plus large. Les projets en cours ne se limitent pas à la modernisation des infrastructures. Selon l'invité de la radio, ils jouent également un rôle crucial dans la création d'emplois et la stimulation de la formation spécialisée en gestion touristique et en service client. Le ministère collabore étroitement avec des institutions éducatives pour renforcer les compétences locales et garantir que les services répon-

dent aux standards internationaux. L'amélioration des infrastructures touristiques, telles que les routes et les équipements de loisirs, est une priorité stratégique. Les investissements dans ces domaines visent à rendre les espaces touristiques plus attractifs et fonctionnels, enrichissant ainsi l'expérience des visiteurs. L'intervenant a également souligné que l'une des pierres angulaires de cette transformation est la récupération des établissements hôteliers et des structures touristiques précédemment confisqués dans le cadre de la lutte contre la corruption. Ces actifs, désormais libérés grâce à des décisions judiciaires, sont en voie de réintégration dans le parc hôtelier national. La répartition de ces propriétés s'étend de la capitale Alger aux villes de Tizi-Ouzou, Ouargla et Adrar. Chaque établissement est confié à des entreprises de gestion touristique en fonc-

tion de sa localisation, avec un objectif clair : rénover et moderniser ces unités, qu'elles soient déjà opérationnelles ou nécessitant des travaux de remise en état. Sur le plan international, Nabil Mellouk a affirmé que l'Algérie déploie des efforts considérables pour diversifier ses marchés cibles, en mettant l'accent sur les marchés émergents comme la Chine, la Russie, et certains pays d'Europe de l'Est. Des démarches sont également entreprises pour faciliter les procédures de visa, rendant le pays plus accessible aux touristes internationaux. L'engagement des autorités locales est aussi essentiel pour assurer un développement touristique harmonieux. Les projets sont intégrés dans les programmes de développement local, avec une attention particulière portée à leur impact économique et social sur les communautés locales, a ajouté le responsable.

PÉTROLE

Les prix du Brent dépassent 79 dollars

Les prix du pétrole ont augmenté, ce lundi, dans les échanges asiatiques sur les craintes qu'une escalade de la situation au Moyen-Orient ne perturbe les l'approvisionnement régional en pétrole, tandis que les réductions imminentes des taux d'intérêt américains ont stimulé les perspectives économiques mondiales et la demande de pétrole. La baisse imminente des taux d'intérêt américains a stimulé les perspectives économiques mondiales et la demande de carburant. Les contrats à terme sur le pétrole Brent ont augmenté de 37 cents, soit 0,5 pour cent, pour atteindre 79,39 dollars le baril, tandis que les contrats à terme sur le brut américain ont augmenté de 36 cents, soit 0,5 pour cent, pour atteindre 75,19 dollars le baril.

ALLEMAGNE

Le moral des entrepreneurs en chute libre pour le 4è mois d'affilée

Le moral des entrepreneurs en Allemagne est en chute libre avec un recul pour le quatrième mois d'affilée en août, signe du marasme persistant dans la première économie européenne, selon le baromètre IFO publié lundi. Cet indicateur très suivi de la conjoncture économique, basé sur un questionnaire mensuel adressé à 9.000 chefs d'entreprises, a perdu 0,4 point sur un mois, à 86,6 points, a annoncé l'institut bavarois dans un communiqué. Après une série de hausses en début d'année, l'IFO ne cesse de reculer depuis mai. "L'économie allemande s'enfonce dans la crise", commente Clemens Fuest, président de l'IFO, dans un communiqué. L'indice a sensiblement baissé dans le secteur manufacturier, où les affaires en cours sont jugées moins bonnes et les attentes pour les six mois à venir sont tombées au plus bas depuis février, détaille l'institut. Les fabricants de biens d'équipement, en particulier, voient leurs carnets de commandes fondre. Le climat s'est aussi détérioré dans les services, tandis qu'il est resté stable, à un bas niveau, dans le bâtiment et qu'il a timidement progressé dans le commerce de détail. L'activité de la première économie du continent a reculé au deuxième trimestre, contre toute attente, et aucune amélioration ne semble se dessiner pendant l'été. La confiance n'est pas au rendez-vous car "l'économie mondiale est en difficulté, des risques géopolitiques subsistent et l'issue de l'élection présidentielle américaine se profile comme une incertitude supplémentaire", commentent des économistes.

PLATEFORME NUMÉRIQUE DÉDIÉE AUX PARENTS

Début aujourd’hui des inscriptions par dérogation d’âge en 1^{ère} année primaire

Les demandes d'inscription exceptionnelle en première année primaire au titre de l'année scolaire 2024-2025 seront ouvertes du 27 août au 8 septembre 2024 exclusivement via l'espace dédié aux parents sur le système d'information du secteur de l'éducation, a annoncé dimanche le ministère de l'Education nationale dans un communiqué. "Dans le cadre de la mise en œuvre des opérations liées à la rentrée scolaire 2024-2025 et conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi 08-04 du 23 janvier 2008 portant loi d'orientation sur l'éducation nationale, le ministère de l'Education nationale annonce que les demandes d'inscription exceptionnelle en première année primaire au titre de l'année scolaire 2024-

2025 seront ouvertes de mardi 27 août à dimanche 8 septembre 2024, exclusivement via l'espace dédié aux parents sur le système d'information du secteur de l'éducation nationale", lit-on dans le communiqué. "Les demandes d'inscription exceptionnelle en première année primaire pour les enfants nés entre le 1er janvier et le 31 mars 2019 sont déposées via le lien : <https://awlyaa.education.dz> , a précisé le ministère. Le système d'information du secteur de l'éducation permet aux parents de "choisir une seule école parmi celles disposant de places pédagogiques en première année primaire", selon le communiqué, qui précise que "les demandes d'inscription exceptionnelle en première année primaire sont traitées

par le système selon deux critères : les places pédagogiques disponibles et la date de naissance". "L'inscription exceptionnelle est effectuée dans les écoles primaires comptant en moyenne moins de 34 élèves par groupe", a souligné le ministère, ajoutant que "les listes des enfants admis à l'inscription seront affichées au niveau des écoles primaires concernées, le samedi 14 septembre 2024, et via l'espace dédié aux parents, le jour même". Les enfants admis et inscrits doivent rejoindre l'école le jour de la rentrée scolaire 2024-2025, sachant que "tout enfant qui ne rejoint pas son école au plus tard le 30 septembre 2024 perd son inscription exceptionnelle et est remplacé par l'enfant suivant sur la liste", a prévenu le document.

DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION DE L'HUILE D'ARGAN

Mise en place à Oran d’un réseau de recherche

L'Agence thématique de recherche en sciences de la santé et de la Vie (ATRSSV) vient de mettre en place un réseau de recherche pour le développement de la production de l'huile d'argan, a indiqué, dimanche, un communiqué de cette agence. La même source a précisé qu'il s'agit d'un sous-réseau thématique baptisé «DZar-

gan», affilié au réseau thématique «agriculture saharienne», récemment créé par cette agence. Selon le communiqué, «DZargan» a été mis en place «suite aux orientations du président de la République, lors du Conseil des ministres du 15 juillet dernier, qui a insisté sur la nécessité d'amorcer l'étape du développement des produits agricoles à travers les fermes pilotes qui ont été restructurées, afin de les rendre plus rentables, en accordant un intérêt au développement de la production de l'huile d'argan, d'autant que l'Algérie dispose de grandes capacités en la matière». Le sous-réseau thématique DZargan est un espace constitué d'experts nationaux résidant en Algérie et à l'étranger, des parte-

naires socio-économiques et des entités de recherche spécialisées, selon la même source. Il vise avant tout à fédérer et rassembler les compétences scientifiques, mutualiser les ressources et valoriser le travail d'équipe pour mettre en œuvre des projets d'intérêt commun afin de développer la filière de l'huile d'argan. Dans le cadre de sa stratégie 2024-2030, l'ATRSSV avait créé trois réseaux thématiques : agriculture saharienne, les plantes médicinales et aromatiques et les bio-banques, en attendant la création du Réseau Santé et Médecine de Précision, a indiqué la même source.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 26 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, daté: 26 Août 2024

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹		المنتجات
		DA / Kg	دج / كلف	معدل	أعلى	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	87	106	68	البطاطا	
	Tomate	62	74	51	الطماطم	
	Oignon sec	42	49	35	البصل الجاف	
	Ail sec	368	430	306	الثوم الجاف	
	Carotte	75	84	66	الجزر	
	Navet	108	120	96	لفت	
	Poivron	98	109	86	الفلفل الاخضر	
	Piment	119	135	103	الفلفل الحار	
	Courgette	102	113	91	الكوسة	
	Haricot vert	194	218	171	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	109	121	96	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	384	491	276	التفاح المحلي	
	Datte	566	685	448	التمر	
	Melon	101	113	88	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	81	92	71	البطيخ الاحمر	
	Poire	358	410	307	الإجاص	
	Raisin	222	287	158	العنب	
	Banane	413	428	399	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1804	1954	1654	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	477	492	463	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)	
					المنتجات ذات الأصل الحيواني	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000



Election
présidentielle **07/09/2024**



Les candidats s’engagent à satisfaire les aspirations des Algériens

Les candidats à l’élection présidentielle du 7 septembre, ainsi que leurs représentants, ont réaffirmé dimanche, au 11e jour de la campagne électorale, leur engagement à répondre aux aspirations des Algériens, appelant à une forte mobilisation au scrutin.

Synthèse R N

Oran, le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est engagé, lors d'un meeting populaire, à créer, s'il est réélu, 450.000 emplois et de porter le montant de l'allocation chômage à deux (2) millions de centimes, soulignant que la lutte contre le chômage sera une "priorité absolue". Mettant en avant l'importance de la jeunesse, il a rappelé "l'engagement qu'il a honoré lors de son mandat présidentiel en faveur des jeunes, en leur permettant d'accéder à plusieurs postes politiques, favorisant l'émergence d'une nouvelle classe politique". Il a souhaité, à cet égard, que la majorité des présidents d'Assemblées populaires communales et de wilayas soient des jeunes dans les années à venir et de "voir l'Assemblée populaire nationale (APN) compter 50% de jeunes". Le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune s'est également engagé à augmenter les pensions de retraite et les allocations destinées aux catégories vulnérables et aux femmes au foyer, ainsi que la bourse universitaire et à porter l'allocation chômage à

deux (2) million de centimes à partir de 2025. Il a, par ailleurs, souligné son engagement à atteindre 500.000 jeunes auto-entrepreneurs, avec la contribution des banques, de l'Administration et du Conseil supérieur de la jeunesse, et de porter le nombre de start-up de 7.800 à 20.000 s'il est réélu. M. Tebboune s'est, en outre, engagé à concrétiser le statut des enseignants avant fin 2024, de faire parvenir la voie ferrée jusqu'aux wilayas de Tamanrasset et d'Adrar et de continuer à trouver des solutions au phénomène de la pénurie d'eau. En sus des projets de dessalement de l'eau de mer en cours de réalisation, les barrages seront interconnectés pour créer un équilibre entre les régions à forte pluviométrie et celles confrontées au stress hydrique, a-t-il indiqué. Le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est également engagé à prendre en charge toutes les zones d'ombre d'ici fin 2025 et réitéré son engagement à construire deux (2) millions de logements, dont 600.000 unités dans le cadre de l'habitat rural. M. Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé, à cette occasion, qu'il œuvrera à "renforcer le pouvoir d'achat à travers l'aug-

mentation des salaires, la lutte contre l'inflation et la réévaluation de la monnaie nationale", assurant qu'il "continuera à soutenir et à développer le secteur agricole, à régler le problème des aliments de bétail et à arrêter définitivement l'importation de blé dur à partir de 2026". Par ailleurs, le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP), M. Abdelaali Hassani Cherif, a mis en avant, lors d'un meeting populaire à Relizane, son programme "Forsa" (Opportunité), qui repose, a-t-il expliqué, sur "la réforme, le renouveau et le traitement des dysfonctionnements enregistrés dans tous les domaines, en vue de répondre aux aspirations des citoyens à un Etat démocratique, pluraliste et social". Il a, à cette occasion, mis en exergue le volet social de son programme qui vise à "poursuivre la diversification des formules d'habitat, tant en quantité qu'en qualité en adéquation avec les capacités des citoyens", promettant de garantir une "distribution équitable" des logements et de régulariser la situation des logements individuels. Il s'agit également, a-t-il poursuivi, "d'actualiser et d'améliorer" les critères de qualité et du bien-être par le dévelop-

pement des mécanismes d'accompagnement et de promotion du logement rural et la relance du marché locatif, à même d'encourager l'investissement immobilier, en sus de diversifier les sources de financement des logements et de mettre en place des procédures en faveur de la location des logements vacants. Le candidat a affirmé en outre, que son projet s'appuyait sur "l'encouragement de l'investissement en assurant un environnement favorable et attractif", notamment dans le domaine des industries manufacturières, énergétiques et agricoles, tout en élargissant les mécanismes de financement local, à l'instar des subventions et des fonds de développement, ainsi que les pièces de rechange automobiles, voire même une industrie automobile "Made in Algeria". De son coté, le candidat du Front des forces socialistes (FFS), M. Youcef Aouchiche, a animé dimanche soir, au centre culturel "Abou El Yakadan" d'El Guerrara dans la wilaya de Ghardaïa, une rencontre avec les militants et sympathisants de son parti lors de laquelle il s'est engagé à édifier une Algérie forte avec des institutions fortes où régneraient l'égalité et la justice.

L’ANIE rappelle aux électeurs les conditions d’établissement de la procuration de vote

L' 'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a rappelé aux électeurs, dimanche dans un communiqué, les conditions d'établissement de la procuration de vote, en prévision de la Présidentielle du 7 septembre, l'opération devant se poursuivre jusqu'au 3 septembre prochain. "En

application des dispositions de l'ordonnance 21-01 du 26 Rajab 1442, correspondant au 10 mars 2021, portant loi organique relative au régime électoral, modifiée et complétée, notamment le chapitre relatif au vote par procuration, l'ANIE rappelle à tous les électeurs appartenant à l'une des catégories ci-

après, qu'ils peuvent, à leur demande, exercer leur droit de vote par procuration", a ajouté le communiqué. Dans ce cadre, "les procurations peuvent être établies jusqu'au mardi 3 septembre 2024 par acte dressé par-devant le président de la commission communale de révision des listes électorales

pour les grands invalides ou infirmes, les travailleurs et personnels exerçant hors de la wilaya de leur résidence ou en déplacement et ceux retenus sur leur lieu de travail le jour du scrutin", a précisé l'ANIE. Il s'agit également des "universitaires et des étudiants en formation en dehors de leur wilaya de résidence et des citoyens se trouvant momentanément à l'étranger", selon la même source. Pour les citoyens établis à l'étranger, loin de leur résidence ou se trouvant en territoire national, les procurations sont établies devant le chef de la représentation diplomatique ou

consulaire. S'agissant des membres de l'Armée nationale populaire (ANP), de la sûreté nationale, et de la protection civile, les fonctionnaires des douanes algériennes et des services pénitentiaires retenus sur leur lieu de travail le jour du scrutin, cette formalité est accomplie par-devant le chef d'unité ou le directeur de l'institution, selon le cas. Les procurations des personnes hospitalisées ou ceux sous traitement à domicile sont établies par acte dressé par-devant le directeur de l'hôpital, a conclu le communiqué.

LE SG DE L’ONEC L’A SOULIGNÉ DEPUIS BATNA «Voter pour le candidat Abdelmadjid Tebboune pour soutenir les acquis»

Le secrétaire général de l'Organisation nationale des enfants de Chouhada (ONEC), Khelifa Smati, a appelé lundi de Batna à participer en force à la présidentielle du 7 septembre prochain et à voter en faveur du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune pour "soutenir les acquis concrétisés, notamment ceux liés au dossier de la mémoire nationale". Intervenant lors d'un meeting régional des enfants de Chouhada de 17 wilayas de l'Est du pays, tenu à la maison de la culture Mohamed Laïd-Al Khalifa au 12e jour de la campagne électorale, M. Smati a soutenu que "le pays a connu durant le premier mandat présidentiel de M. Abdelmadjid Tebboune de multiples acquis, dont le plus important concerne le dossier de la mémoire nationale à propos duquel il a affirmé qu'il

n'acceptera ni concession ni chantage". L'intervenant a assuré que le soutien au candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune lors de la prochaine présidentielle "lui permettrait de poursuivre l'intérêt porté pour le dossier de la mémoire nationale, les Moudjahidine, les veuves de Chouhada et les ayants droit". Le SG de l'ONEC a appelé à contribuer au succès de la présidentielle du 7 septembre prochain et à faire de "cette halte importante dans l'histoire du pays une opportunité pour réaliser un autre bond dans le processus d'édification de la nouvelle Algérie et parachever les réformes entamées par le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune depuis son accès au pouvoir en décembre 2019".

DEPUIS GHARDAÏA

Aouchiche appelle les citoyens à soutenir son projet

Le candidat du Front des forces socialistes (FFS) à la Présidentielle du 7 septembre, Youcef Aouchiche, a appelé les citoyens, lundi depuis la wilaya de Ghardaïa, à soutenir son projet "Vision pour demain" qui se propose de "bâtir l'avenir de l'Algérie sur des bases solides". Dans une déclaration à la presse après des activités de proximité au centre-ville de Ghardaïa, dans le cadre de la campagne électorale de la Présidentielle du 7 septembre, M. Aouchiche a affirmé que

son programme électoral "apporte des solutions réalistes permettant d'opérer le changement et de bâtir l'avenir du pays sur des bases solides", appelant les citoyens à soutenir son projet. Et de préciser que les solutions qu'il propose s'inspirent des principes du 1er Novembre, dont l'un des principaux objectifs est l'établissement d'un Etat social et démocratique, a-t-il dit. Le candidat du FFS a, par là même, réaffirmé que l'échéance du 7 septembre constituait une opportunité pour se

mobiliser en faveur du changement escompté et d'une "Algérie réconciliée avec elle-même". Saisissant l'occasion de sa présence à Ghardaïa, wilaya réputée pour son architecture atypique, M. Aouchiche a mis en avant l'importance de la préservation et de la protection du patrimoine national, s'engageant à œuvrer pour le rayonnement culturel et à créer un fonds national visant à encourager les artisans en vue de promouvoir l'économie locale.

LORS D’UN MEETING À CHLEF Hassani Cherif s’engage à opérer une réforme administrative

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à la présidentielle du 7 septembre, M. Abdelaali Hassani Cherif, a affirmé, dimanche depuis la wilaya de Chlef, que son programme électoral proposait de nouvelles opportunités de développement dont la réalisation d'une réforme administrative et la promotion des Collectivités locales. Animant un meeting populaire à la Maison de la Culture "Le défunt moudjahid Saidi Mohamed", au 11e jour de la campagne électorale, M. Hassani Cherif a précisé que son programme électoral tendait également à "soutenir les Assemblées élues au sein des collectivités locales et à élargir leurs prérogatives, outre, la consécration de l'autonomie de gestion des Assemblées communales et de wilayas, tout en assurant une répartition équitable des ressources fiscales". Evoquant le développement dans la wilaya de Chlef, le candidat a relevé les

atouts agricoles et touristiques que recèle cette wilaya, qui lui permettent de s'ériger en wilaya "pilote", s'engageant à mettre en place "de grands projets à même de réaliser le développement et de générer de l'emploi", s'il est élu à la magistrature suprême. Il a indiqué, dans ce sens, avoir un programme social et solidaire diversifié et durable susceptible d'assurer le bien-être, un programme basé sur la ressource humaine et la participation. Le candidat a également révélé que son programme prévoyait "la garantie d'un environnement propice à l'investissement et créateur de richesse". Par ailleurs, M. Hassani Cherif a évoqué le volet social de son programme, s'engageant à "soutenir le pouvoir d'achat, à la prise en charge des catégories vulnérables et à réviser les pensions de retraite, tout en adoptant un système national pour définir les niveaux et les formes de subvention".

TISSEMSILT

Raccordement de 210 établissements scolaires au réseau internet

Quelque 210 établissements scolaires ont bénéficié, à travers les communes de Tissemsilt, du raccordement au réseau internet, durant l'année en cours, a-t-on appris dimanche du directeur de la poste et des télécommunications de la wilaya, Kamel Nemouche. L'opération de raccordement a été réalisée avec la fibre optique, permettant de fournir un débit plus haut et de meilleure qualité, sachant que cette opération a ciblé les établissements scolaires des trois paliers, dont 110 écoles primaires, 69 CEM et 30 lycées, a déclaré M. Nemouche. Il a indiqué que l'opération de raccordement a touché également 27 annexes administratives d'état civil, à travers plusieurs communes de la wilaya. De plus, 16 nouvelles actons similaires ont été inscrites, cette année, dont quatre ont vu leurs travaux achevés, touchant des grands quartiers à l'instar de Haï 186 logements, dans la commune de Tamlahat, les cités de la commune de Tissemsilt, dont Haï 1.180 logements AADL, ainsi que les cités 1.400 logements et 600 logements. Le même intervenant a souligné que les 12 opérations restantes seront réceptionnées avant la fin de l'année en cours. Ces projets, qui s'inscrivent dans le cadre du plan d'actions d'Algérie Télécom de la wilaya de l'exercice 2024, devront accroître la moyenne d'accès à internet à haut débit pour satisfaire les besoins de la population de la wilaya dans ce domaine. La longueur du réseau de fibre optique de la wilaya de Tissemsilt est estimée à 11.960 km, couvrant les 22 communes de la wilaya.

TÉBESSA

Mise en service d'une chambre froide de stockage des produits agricoles à Chréa

Le secteur agricole dans la wilaya de Tébessa s'est renforcé par la mise en service d'une chambre froide de stockage et de conservation des produits agricoles dans la commune de Chréa, a indiqué dimanche le directeur local des services agricoles (DSA). Premier du genre dans la wilaya, cet équipement d'une capacité de stockage de 5.000 m3 compte neuf chambres mises à la disposition des agriculteurs pour y conserver leurs productions de légumes, de fruits, de viandes blanches et rouges et de produits laitiers pour réapprovisionner ultérieurement le marché, a précisé à l'APS M. Badreddine Amoura. Cette structure permettra d'assurer la disponibilité des produits agricoles et de réguler l'approvisionnement du marché, notamment en produits de large consommation, dont la pomme de terre, selon les explications données au wali, Saïd Khelil, lors de sa visite à cette structure. Les services agricoles œuvrent, conformément aux directives du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, à créer des chambres similaires dans les diverses régions de la wilaya, notamment celles à vocation de pôles agricoles dans les parties Sud et Est de Tébessa, a-t-on ajouté.

AIN DEFLA

Près de 700 ha affectés à la culture du tournesol et du colza

Une superficie globale de 691 ha sera affectée à la culture du tournesol et du colza à Ain Defla lors de la prochaine saison agricole 2024-2025, a-t-on appris dimanche, de la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya.

"Nous allons œuvrer à l'extension des surfaces destinées aux cultures oléagineuses à travers différentes régions de la wilaya, dont les fermes pilotes et les exploitations agricoles privées, afin de promouvoir Ain Defla en tête de liste des wilayas productrices d'oléagineux, comme elle l'est actuellement dans la production de la pomme de terre, des céréales et de la tomate industrielle", a souligné le directeur par intérim du secteur, Mekrachi Mhamed. M. Mekrachi s'exprimait en marge du lancement d'une opération de récolte de tournesol, au niveau de la ferme pilote "Benbrik Si

Brahim" de la commune de Bir Ould Khelifa, au titre de la campagne agricole 2023-2024. Il a, à l'occasion, appelé les exploitants agricoles privés de la wilaya à s'impliquer davantage dans cette culture, en raison de ses "bons rendements et de son efficience économique consacrant la politique de l'Etat visant à assurer la sécurité alimentaire". A noter, la ferme pilote "Benbrik Si Brahim" a réalisé une première expérience de culture de 27 ha de tournesol, dont le rendement a été estimé à plus de 20 qx/ha. Dans son intervention à l'occasion, le wali Aissa Aziz Bouras a auguré d'"un bel avenir" pour la culture des oléagi-

neux et des légumineuses à Ain Defla, "en tant que produits intégrés dans la stratégie nationale visant à assurer la sécurité alimentaire". "Nous allons œuvrer à ce titre à la mise au point d'un plan stratégique dans la wilaya pour encourager la culture du tournesol, du colza et des légumes secs", a-t-il affirmé. Le wali a rassuré les agriculteurs sur leur accompagnement par les autorités locales, à travers notamment le forage de puits pour leur garantir les eaux d'irrigation agricole. "La wilaya mobilisera tous les moyens nécessaires pour la réussite de cette culture stratégique à Ain Defla", a ajouté le wali.

DJELFA

700 millions DA affectés à la réalisation de 5 puits artésiens à Messaâd

Une enveloppe de 700 millions DA a été affectée à l'aménagement et l'équipement de cinq (5) puits artésiens destinés à l'amélioration de l'alimentation en eau potable(AEP) dans la ville de Messaâd, au sud de Djelfa, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya. La mise en service avant la fin de l'année 2024 de ces projets, ayant fait l'objet d'une visite d'inspection du wali Ammar Ali Bensaâd

ce week-end, est de nature à améliorer l'AEP dans cette localité, tout en augmentant ses réserves d'eau, a ajouté la même source. La réalisation de ces projets, inscrits dans le cadre du programme complémentaire affecté à la wilaya de Djelfa par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a été confiée à l'entreprise Cosider, au moment où une opération est en cours pour la sélection des sites de

forage de cinq (5) autres puits, dans le cadre du Plan d'urgence visant l'amélioration de l'AEP et le raccordement des nouvelles cités d'habitations de la ville de Messaâd aux réseaux de distribution d'eau potable. Le même Plan d'urgence prévoit également d'autres projets portant, entre autres, sur l'extension des réseaux de distribution d'eau potable et la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 3.000

m3, outre des conduites d'adduction à partir de ces puits ayant aussi bénéficié d'enveloppes pour leur raccordement à l'électricité, selon les mêmes services. Lors de son inspection de ces projets, visant l'amélioration du cadre de vie des citoyens, la wali de Djelfa a particulièrement insisté sur "l'impératif d'accélérer leur travaux de réalisation et de les livrer dans les délais fixés".

MOSTAGANEM

Un montant de 76 millions DA pour l'achèvement des travaux du service de radiothérapie

Les services de la wilaya de Mostaganem ont alloué un montant de 76 millions DA pour l'achèvement des travaux de réalisation d'un service de radiothérapie au CHU, a-t-on appris dimanche auprès de ces services. Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a donné le coup d'envoi des travaux restants du projet de réalisation du service de radiothérapie au niveau du CHU de Mostaganem, pour lequel les services de la wilaya ont accordé un montant de 76 millions DA pour son achèvement dans un

délai de quatre mois. Pour une bonne prise en charge de cette catégorie de patients atteints de tumeurs cancéreuses, le même responsable a ordonné l'attribution de la Maison de Jeunes de Sidi El Medjdoub à l'Association de prise en charge des malades cancéreux, ainsi que l'octroi d'une subvention financière pour aménager cette structure et annexer le terrain vacant adjacent, a-t-on indiqué. Il a également appelé à conclure un accord entre le Centre Hospitalier Universitaire et l'entreprise de wilaya

"Mosta-Net" relatif à la prise en charge de l'opération de l'enlèvement des déchets au niveau de cette structure sanitaire. Lors de sa visite à la deuxième unité du CHU de Mostaganem (hôpital Boumedienne Smaïn), le wali a supervisé la cérémonie d'installation de 13 chefs de services hospitalo-universitaires, après l'annonce des résultats du concours scientifique et pédagogique, qui permet la désignation en postes supérieurs, dont celui de chef du service hospitalo-universitaire, et ce conformément à la déci-

sion ministérielle conjointe en date du 22 avril dernier. Ces nominations donneront un nouvel élan à la qualité des services de santé dispensés au niveau de cet établissement hospitalier. Il assurera aussi une formation universitaire de qualité au bénéfice des étudiants en médecine. En marge de cette cérémonie, des décisions d'attribution d'ambulances ont été distribuées au profit de 4 établissements de santé dans les communes de Sidi Bel Attar, Sidi Lakhdar, Mesra et Aïn Sidi Chérif, a-t-on ajouté.

EL-MENIAA

Divers projets pour impulser le développement local

Plusieurs projets de développement structurants, tous secteurs confondus, ont été lancés ces dernières années au titre des différents programmes de développement dans la wilaya d'El-Meniaa pour y améliorer le cadre de vie général, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. El-Meniaa s'est vue accorder, pour les secteurs de Jeunesse et Sports et de l'Education nationale, d'une dizaine de projets (lancement ou inauguration) consistant en la réalisation d'aires de jeux dans différents quartiers du chef lieu de la commune, d'un nouveau siège de la direction de l'Education, de six classes d'extension et d'une salle de cours pour enfants autistes, ainsi que de deux

cantines scolaires, a indiqué le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek. En matière de prestations de santé, le même responsable a fait part du lancement de chantiers de deux salles de soins au niveau des quartiers Taghit et Belbachir, ainsi que de l'extension de la salle de soins du quartier d'Ouled-Zeyd. Par souci d'améliorer le service public et de rapprocher l'administration du citoyen, il a été procédé au lancement des projets de deux annexes communales aux quartiers Taghit et Ouled Fradj, de l'extension du service biométrique de la commune d'El-Meniaa, de deux bureaux de poste aux quartiers Ouled-Zeyd et Adriane. Selon le chef de l'exécutif, des actions d'aménagement ur-

bain et la réalisation des voies et réseaux divers, font partie du programme d'amélioration du cadre de vie de la population locale. La commune de Hassi El-Gara a bénéficié, de son côté, d'une série de projets portant aménagement urbain dans six (6) quartiers et d'une place publique, ainsi que la réalisation de l'éclairage public à travers sept quartiers. Outre l'inauguration d'une aire de jeux jouxtant le stade communal, Hassi El-Gara a bénéficié du lancement d'un projet d'hippodrome et d'opérations de réhabilitation des stades de proximité des quartiers El-Bour, Djerif et Diyar El-Batène, a fait savoir le chef de l'exécutif de la wilaya.

Les défis des BRICS et la crise des institutions financières internationales

Il est désormais largement admis que les institutions de l'économie mondiale sont, à un degré ou à un autre, en crise. A différents niveaux, qu'il s'agisse du FMI, de la Banque mondiale ou de l'OMC, ces institutions ont des difficultés croissantes à s'adapter à un monde en évolution rapide et à une situation géopolitique instable.

4^e partie

Par Jacques Sapir (*)

Une explication possible réside dans l'échec des États occidentaux, et en particulier des États-Unis, à faire face à cette crise. Cette évaluation aurait pu être partagée au moins par la Chine, l'Inde et la Russie, et aurait pu convaincre la Chine de construire ce que l'on a appelé la « Grande Muraille de l'Argent ». Cela fut remarqué dans une certaine mesure par B. Bernanke lui-même.

Une autre explication possible pourrait être la tendance à une politisation croissante de l'économie, devenue évidente depuis 2014-2016, d'abord avec la mise en œuvre des sanctions contre la Russie (2014), l'Iran, puis avec la tendance à l'utilisation unilatérale de la position du dollar par les États-Unis qui a été décrite au début de la première partie de ce texte.

Quelle que soit la cause dominante, et il ne faut pas oublier que les deux peuvent se combiner, le changement est désormais évident. Même si nous sommes encore assez loin des discours sur la « dé-dollarisation » et de la création d'une « monnaie commune des BRICS », il est clair que les pays des BRICS ont assumé une position offensive contre l'ordre mondial post-Bretton Woods.

L'approche du pouvoir structurel de Strange se concentre sur la détermination des capacités sociales des différents acteurs. Cette approche, lorsqu'elle est complétée par une approche constructiviste des structures normatives internationales, peut s'avérer très utile lors de l'examen du nouveau rôle des BRICS dans la gouvernance mondiale. On peut voir un pas vers un bon indicateur institutionnel de la performance des BRICS en matière de gouvernance économique mondiale.

Pourtant, analyser pleinement l'émergence des BRICS dans la gouvernance mondiale nécessite une nouvelle approche structurelle du pouvoir. Il faudra ici mentionner Douglass North qui pourrait nous donner quelques indices sur l'arbitrage qui sous-tend le processus de création d'une nouvelle institution par rapport au processus de tentative de changement, ou de faire évoluer, l'institution existante[86]. Mais il est encore plus fructueux de s'appuyer sur le concept d'Alfred Hirschman de « pression à la sortie contre l'utilisation de la voix », où le couple sortie-voix implique que le coût de la sortie d'un groupe est évalué à la hauteur d'un risque d'une situation de multilatéralisme fragmenté, et où le coût d'une « voix » est quant à lui évalué aux capacités insuffisantes à influencer les principes et les procédures du financement du développement, puis à accepter des décisions qui ne sont pas bonnes pour ses propres intérêts. Ce couple se met en place lorsqu'un

membre à une revendication pour un pouvoir de décision accru et est prêt à en assumer le coût en augmentant les ressources qu'il met dans le système tout en étant autorisé à le faire par les acteurs dominants (ici « l'Occident collectif »). Dans le cas présent des BRICS, leur revendication d'un pouvoir décisionnel accru au sein des institutions de gouvernance mondiale a augmenté leur mécontentement latent dans la mesure où les pays dominants semblaient de pas vouloir écouter leur « voix ». Cela a conduit à la recherche de moyens alternatifs pour renforcer leur pouvoir en créant des institutions parallèles aux institutions établies, dirigées et engendrées par l'Occident.

La Nouvelle Banque de Développement, vu sous cet angle, peut être perçue comme une matérialisation de l'option de « sortie ». Les pays des BRICS ont choisi une option alternative plutôt que d'essayer d'influencer – par la « voix » – les institutions existantes. Mais ils l'ont fait au prix d'un multilatéralisme fragmenté. Ce qui est alors intéressant, c'est pourquoi les pays BRICS ont choisi cette option et l'ont approfondie au cours des dernières années. Au cours de la phase initiale d'existence des BRICS (2006-2012), il semble qu'ils aient tenté de se faire écouter par les pays occidentaux. En fait, ces demandes n'ont pas été prises au sérieux, du moins au début.

Une interprétation possible pourrait être que, voyant leurs revendications pour plus d'égalité au sein des institutions internationales globalement rejetées ou ignorées et d'un autre côté l'incapacité des États-Unis et d'autres pays à calmer et contrôler la « crise des subprimes », les pays des BRICS ont délibérément fait le choix d'une stratégie de sortie. Même après avoir fait ce choix, ils ont essayé de présenter la NBD comme complémentaire des institutions financières existantes[88], comme une sorte de stratégie mixte combinant « voix ET sortie », au moins jusqu'en 2016/17, avant de s'en détourner et de commencer à les contester directement. Cela pourrait prouver que les pays des BRICS ont fait preuve d'un degré considérable de prudence et n'ont décidé d'une stratégie de « sortie » complète qu'après avoir été convaincus qu'aucune autre option n'existait. Cela pose aussi la question de comprendre pourquoi les pays de « l'Occident global » n'ont ni su ni voulu entendre les revendications des ces pays et se sont enfermés dans leurs certitudes de pouvoir toujours disposer des moyens de contrôle sur l'économie globale.

A quoi sert la NDB ?

Il nous faut alors passer progressivement de l'économie à la politique, plus ou moins sur le même chemin que Susan Strange avait décrit. La NBD est-elle vraiment différente dans sa structure et ses pratiques de l'institution internatio-

nale engendrée par « l'Occident collectif » et représente-t-elle une réelle alternative[89] ? En d'autres termes, la différence se limite-t-elle au fait que la NBD soit une institution « non occidentale » ? Oula NBD est-elle également différente parce qu'elle s'appuie sur des règles différentes, et peut-être plus favorables aux pays émergents ?

Les institutions de Bretton Woods ont clairement été créées sous l'hégémonie américaine. Même si c'est moins clair pour l'OMC, on peut dire que l'influence américaine a été extrêmement forte dans le passage du GATT tel qu'il existait au début des années 1960 et l'OMC. Leur poids fut très fort dans l'établissement de règles internes de l'OMC. Cela n'est pas surprenant si l'on considère l'équilibre des pouvoirs en 1944 ou au début des années 1980. Il ne faut pas oublier l'importance du « Consensus de Washington » dans l'élaboration des décisions du FMI et de la Banque mondiale dans les années 1990. Cela a eu de graves conséquences, notamment en Russie. Mais la création de la NBD s'est faite dans un contexte très différent et il faut remonter à la création de la NBD et à son développement.

Comme nous l'avons déjà dit, la création d'une Nouvelle Banque de Développement a été envisagée pour la première fois par les pays BRICS en 2012, mais l'accord formel ne fut signé qu'en 2014 à Fortaleza et la réunion inaugurale du conseil d'administration a eu lieu le 7 juillet 2015[91]. La NBD est devenue opérationnelle en 2016 avec son siège à Shanghai. Elle a ouvert ses premiers bureaux régionaux, le premier dédié à l'Afrique, en 2017[93], suivis d'un deuxième bureau régional en 2019 à São Paulo, puis d'un autre bureau en Inde et en Russie. En 2021, elle a accueilli deux membres supplémentaires (Bangladesh, Émirats arabes unis) et un troisième en 2023 (Égypte). À cette époque, ces nouveaux membres n'étaient pas membres des BRICS. L'Uruguay a également eu le statut d'un « membre potentiel », qui a été admis par le Conseil des gouverneurs de la NDB et deviendra officiellement un pays membre une fois qu'il aura déposé ses instruments d'adhésion. La NBD dispose d'un capital autorisé initial de 100 milliards de dollars, divisé en un million d'actions d'une valeur nominale de cent mille dollars chacune.

Les membres fondateurs de NBD ont procédé à une souscription initiale de cinq cent mille actions pour un total de 50 milliards USD, dont cent mille actions correspondant à un capital libéré de 10 milliards USD et quatre cent mille actions correspondant à un capital callable de 40 milliards USD. Le capital initial souscrit était réparti également entre les membres fondateurs. L'adhésion à la Banque est ouverte à tous les membres des Nations Unies, ce qui signifie que la banque s'attend à un grand nombre d'adhésions futures. La stratégie de la

banque a été rapidement définie et des objectifs ont été fixés pour les années à venir. Elle a signé son premier prêt fin 2016[96] et son portefeuille de prêts s'est rapidement enrichi avec le développement des prêts souverains et des prêts avec garantie souveraine. L'accent a été mis sur le développement national et le partenariat avec d'autres institutions financières. Nous sommes donc en face d'une institution qui a pour vocation à être réellement internationale (non limitée aux membres des BRICS) et qui, du moins dans ses textes, ne se pose pas en alternative, même si elle commence, dans la réalité, à en constituer une.

Il reste à voir maintenant quelle est la diffusion du pouvoir à l'intérieur de la NBD. On peut penser que la diffusion du pouvoir de cette nouvelle institution pourrait être conditionnée à deux facteurs principaux : d'abord la taille des actionnaires (la Chine pouvant apparaître comme la puissance dominante) et ensuite les relations entre emprunteurs et prêteurs[99]. Mais si ces critères doivent être appliqués à la NBD, on constate que la composition de la banque a une perspective beaucoup plus multilatérale que celle du FMI ou de la Banque mondiale. La répartition de l'actionnariat, initialement à égalité entre chaque membre des BRICS, en témoigne. De plus, il existe un critère de communauté qui s'inscrit bien dans la perspective d'une économie de marché émergente. Le fait qu'il n'y ait pas d'actionnaire principal et que le pouvoir de la NBD ne s'exerce pas dans une seule région commune en est l'une des preuves. La NBD se présente comme un cas unique parmi les organisations financières internationales car elle n'est pas polarisée, ni formellement ni informellement, par un seul pays « dominant », mais est en réalité « multipolarisée ». En termes de relation entre emprunteur et prêteur, les institutions financières multilatérales de développement existantes ont généralement établi deux formes de relations mutuellement exclusives : la relation emprunteur-prêteur et la relation emprunteur-emprunteur[101]. La première est strictement une relation de dépendance qui se traduit par des avantages pour le prêteur. La NBD présente une situation non mutuellement exclusive et est ouvert aux deux types de scénarios. La stratégie d'emprunt de la banque est à la fois emprunteur-prêteur et emprunteur-emprunteur, au travers des garanties qu'elle accorde. Cela a conduit au développement de produits financiers auxquels les membres et les non-membres de la banque peuvent accéder à la valeur de marché. La NBD diffère donc du paradigme institutionnel classique établi sur les autres institutions financières internationales tel qu'il a été observé par Chris Humphrey. Ces deux conditions sont devenues des variables importantes qui ont un impact sur le niveau de diffusion du pouvoir. (A suivre)

COMITÉ MINISTÉRIEL
CHARGÉ DE
L'APPROVISIONNEMENT
DU MARCHÉ

Le Premier
ministre exige le
point sur l'état
des stocks

Le Premier ministre mauritanien Mokhtar Ould Diaye a demandé aux secteurs concernés par l'approvisionnement du marché de lui soumettre dans les meilleurs délais un document détaillé sur le suivi du niveau de déclaration des stocks alimentaires nationaux et le contrôle de leur qualité. Cette demande a été faite lors d'une réunion du comité ministériel chargé de l'approvisionnement du marché dans le cadre de l'action du gouvernement pour la protection des consommateurs, selon la page Facebook du premier ministère. Ould Diaye a souligné l'importance de suivre de près les importations et de revoir les mécanismes adoptés pour soutenir les produits de base au profit des classes vulnérables en adoptant des prix différenciés pour les produits alimentaires de base dans le cadre du programme « Approvisionnement » mis en œuvre par la Délégation générale à la solidarité nationale et à la lutte contre l'exclusion « Ta'azour ».

OMAN-EUROPE

Croissance de 9,5% des échanges commerciaux

Les échanges commerciaux d'Oman avec les pays européens ont connu une augmentation notable à la fin du mois de mai, atteignant 878 millions de riyals omanais (2,28 milliards de dollars ; 1 dollar = 0,89 euro).

Cela représente une augmentation de 9,5 % par rapport aux 802 millions de riyals enregistrés au cours de la même période l'année dernière, selon les données préliminaires du gouvernement.

Cette tendance à la hausse reflète l'expansion des relations commerciales d'Oman avec le continent, grâce à une augmentation significative des exportations du pays.

La valeur totale des exportations du sultanat vers les pays européens a grimpé à 197 millions de riyals à la fin du mois de mai, ce qui représente une augmentation de 63,9 % par rapport aux 120 millions de riyals enregistrés en mai 2023.

En termes de volume, ces exportations représentaient 444 millions de kilogrammes, contre 269 millions de kilogrammes l'année précédente.

Ces chiffres, publiés par le Centre national des statistiques et de l'information, illustrent les efforts stratégiques déployés par Oman pour renforcer son empreinte commerciale en Europe, reflétant ainsi la stratégie de diversification

économique à plus grande échelle du pays du Golfe visant à réduire sa dépendance à l'égard des recettes pétrolières. L'augmentation des exportations et des réexportations, en particulier vers des marchés européens clés comme l'Allemagne et la Belgique, souligne la demande croissante de produits omanais dans ces régions, ce qui contribue à la résilience et à la croissance globales de l'économie nationale.

Alors que les exportations ont augmenté, les importations d'Oman en provenance des pays européens ont légèrement diminué. À la fin de la même période, la valeur totale des importations s'élevait à 620,34 millions de riyals, soit une baisse de 1,5 % par rapport aux 630,06 millions de riyals enregistrés à la même période en 2023. Le poids total de ces importations a également diminué, tombant à 845,71 millions de kilogrammes l'année précédente.

Les réexportations d'Oman vers l'Europe ont également connu une croissance, avec une valeur totale de 60,79 millions de riyals à la fin du mois de mai, soit une augmentation de 17,4

pour cent par rapport aux 51,76 millions de riyals du même mois de l'année dernière.

Le poids des marchandises réexportées a plus que doublé, atteignant 6,08 millions de kilogrammes contre 2,06 millions de kilogrammes l'année précédente.

L'Allemagne est devenue le premier partenaire commercial européen d'Oman, mettant ainsi en lumière les liens économiques étroits entre les deux nations. Les exportations omanaises vers l'Allemagne s'élevaient à 9,2 millions de riyals à la fin du mois de mai, tandis que les importations en provenance d'Allemagne atteignaient 88,56 millions de riyals. La valeur des réexportations vers l'Allemagne s'élevait à 19,85 millions de riyals.

La Belgique se classe deuxième avec des exportations totalisant 6,04 millions de riyals à la fin du mois de mai et des importations d'une valeur de 100,92 millions de riyals. Les réexportations vers la Belgique s'élevaient à 2,36 millions de riyals, soulignant l'importance de la Belgique en tant que centre de réexportation pour les marchandises omanaises.

INCLUSION FINANCIÈRE EN TUNISIE

Taysir Microfinance enregistre un résultat satisfaisant de 12,7 MD en 2023

Acteur de référence de l'inclusion financière en Tunisie, Taysir Microfinance, confirme ses niveaux de performance qui ont été révélés par ses états financiers relatifs à l'exercice 2023.

Le portefeuille de crédit est en hausse alors que les ressources progressent nettement traduisant la stabilité et la confiance des clients. Les performances de l'institution sont également portées par les très bons résultats de sa stratégie de la mise à la disposition de sa clientèle son expertise, en lui offrant une variété de produits destinés à financer des projets et améliorer les conditions de

vie. Taysir Microfinance œuvre dans le domaine du développement économique en proposant à des entrepreneurs (micro, petites et moyennes entreprises), souvent exclus du système financier traditionnel, des services de crédit simples et adaptés en vue de soutenir, entre autres, leurs activités de commerce, de développement agricole et d'élevage, de restauration, de services... Le montant maximum de crédit alloué est de 40 000 Dinars.

La société, dont le capital social s'élève à 12 millions de Dinars, est membre du Groupe Horchani. Elle est la première institution de Microfi-

nance agréée en Tunisie, créée en 2013. Elle opère en partageant la même vision de plusieurs investisseurs et de partenaires internationaux et tunisiens de référence.

Taysir Microfinance, qui appartient majoritairement au Groupe Horchani, un groupe économique de premier plan au pays est sur une courbe de croissance ascendante ces dernières années. Elle dispose d'un réseau de 27 agences, qui lui ont permis d'accorder 99 302 crédits pour un montant global de 531,1 millions de dinars. L'IMF est très présente dans les zones de développement régional qui accaparent 73% des finance-

ments accordés. La part des femmes s'élève à 46%, alors que les jeunes ont reçu 50% de cette enveloppe. La société a publié ses états financiers relatifs à l'exercice 2023, au terme duquel l'institution de microfinance a réalisé un bénéfice net de l'ordre de 12,7 millions de dinars (MD), contre 10,3 MD en 2022, soit une hausse de 22,7%. Cette évolution résulte de l'effet conjugué de l'évolution des produits d'exploitation de 22,9% à 38,1 MD et de la hausse des charges d'exploitation de 21,8% à 9,5 MD. En effet, les intérêts sur emprunts ont été impactés aussi bien par la hausse des coûts de fi-

nancement que par l'accroissement des emprunts dont l'encours au 31 décembre 2023 a augmenté de 54,2% par rapport à fin décembre 2022.

Par conséquent, le produit net des activités de microfinance s'est apprécié de 23,1 MD en 2022 à 28,6 millions de dinars à fin décembre 2023, soit une progression de 23,6%. En outre, le coût du risque s'est presque stabilisé à 1,8 MD entre 2022 et 2023. Quant aux charges de personnel, elles se sont élevées à 7,6 MD, contre 6,2 MD une année auparavant, soit une hausse de 22,6%.

ARABIE SAOUDITE

Le marché immobilier est prêt à rebondir

Le marché immobilier de l'Arabie saoudite devrait se redresser au cours du second semestre de cette année, grâce aux bonnes performances des secteurs pétroliers et non pétroliers, selon une nouvelle analyse.

Dans son nouveau rapport, le Kuwait Financial Center, également connu sous le nom de Markaz, prévoit une croissance continue dans le secteur immobilier du Conseil de coopération du Golfe, avec le royaume d'Arabie saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis en tête.

Cette croissance est due à des fondamentaux macroéconomiques solides, à des politiques gouvernementales favorables et à l'intérêt croissant des investisseurs, selon le rapport élaboré par l'équipe Mena Real Estate de Markaz et le cabinet de recherche Marmore Mena Intelligence, basé en Inde.

Cela intervient alors que les scores de l'indice macro-immobilier de Markaz pour le second semestre 2024 sont prévus à 3,5 pour le Koweït, 3,7 pour les EAU et 3,6 pour l'Arabie saoudite, ce qui indique un fort rebond du marché immobilier.

Alors que le Koweït et l'Arabie saoudite enre-

gistrent des améliorations par rapport à leurs scores du premier semestre de 2,9 et 3,55, respectivement, le score stable de 3,7 des Émirats arabes unis montre une force continue et un potentiel de croissance stable dans ces marchés clés du CCG, selon le rapport. Pour l'Arabie saoudite, le développement du secteur immobilier est crucial puisque le pays vise à devenir une destination mondiale pour les affaires, le tourisme et les investissements, conformément à l'initiative Vision 2030.

« Dans les villes saoudiennes de Riyad, Djeddah et Dammam, le secteur résidentiel a connu une augmentation substantielle des transactions de vente d'une année sur l'autre de 77 %, 93 % et 28 %, respectivement, au cours du premier trimestre 2024 », a déclaré Markaz.

« Le secteur des bureaux s'est également renforcé avec une augmentation des loyers dans les propriétés haut et moyen de gamme à travers ces villes », a ajouté la société de gestion d'actifs et de banque d'investissement.

Un récent rapport du ministère de l'Investissement indique que 57 entreprises internationales ont établi leur siège régional en Ara-

bie saoudite au cours du deuxième trimestre de cette année, soit une augmentation de 84 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Le programme des sièges régionaux a introduit de nouvelles incitations fiscales pour les multinationales qui s'installent dans le Royaume, notamment une exonération de 30 ans de l'impôt sur le revenu des sociétés, de la retenue à la source liée aux activités du siège, des remises et des services d'appui. « Cette augmentation des loyers a été en partie motivée par la nouvelle initiative de siège régional, qui fait partie de la Vision 2030 de l'Arabie saoudite et qui a démarré au début de l'année 2024 », a déclaré Markaz.

L'agence a également indiqué que le secteur de l'hôtellerie du Royaume a connu une croissance significative au cours du premier trimestre de l'année, Riyad étant en tête avec une augmentation de 26,8 % des tarifs journaliers moyens.

Cette hausse est due à l'augmentation des voyages d'affaires, du tourisme religieux lié au pèlerinage du Hajj et de l'Omra, ainsi qu'à une série d'événements internationaux et culturels.

L'institution koweïtienne a également déclaré que les perspectives du marché immobilier saoudien restaient positives, avec une forte performance qui devrait se poursuivre dans la seconde moitié de 2024, grâce aux activités robustes du secteur non pétrolier et aux dépenses substantielles du gouvernement en matière d'infrastructures.

« On estime que le marché est dans une phase d'accélération, ce qui indique une période de croissance dynamique à venir », a ajouté Markaz.

Citant une projection du Fonds monétaire international, Markaz a déclaré que le produit intérieur brut réel de l'Arabie saoudite devrait croître de 2,6 % en 2024, se remettant des contractions précédentes, avec une prévision optimiste de croissance de 8,1 % l'année prochaine.

« Cette reprise économique se reflète dans le domaine de l'immobilier, où l'Autorité générale des statistiques fait état d'une augmentation de 0,6 % de l'indice des prix de l'immobilier pour le premier trimestre 2024, grâce à une hausse de 1,2 % des prix des terrains résidentiels », a déclaré Markaz.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les abonnements 5G devraient passer de 11 à 320 millions d'ici 2029

Combiné à une forte hausse de l'adoption des smartphones, le déploiement intensif des réseaux 5G au sud du Sahara favorisera un quadruplement du trafic mensuel moyen de données mobiles par smartphone actif dans la région.

L'Afrique subsaharienne devrait compter 320 millions d'abonnements aux réseaux de téléphonie mobile de cinquième génération (5G) en 2029 contre 11 millions seulement en 2023, selon un rapport publié fin juin par le géant suédois équipements de télécommunications Ericsson. Intitulé « Ericsson Mobility Report June 2024 », le rapport note que la forte croissance attendue de la 5G dans la région sera essentiellement tirée par la libération du spectre dans les bandes basses et moyennes ainsi que la baisse des prix des appareils compatibles avec cette nouvelle génération de technologie mobile. D'ici fin 2029, les abonnements à la 5G devraient représenter environ 28 % de l'ensemble des abonnements aux réseaux de téléphonie mobile contre 38% pour la 4G et 8% pour la 3G. La part de la deuxième génération (2G) de réseaux mobiles représentait 45% total des abonnements en Afrique subsaharienne l'an passé. Elle devrait cependant régresser rapidement durant les prochaines années, à mesure que les opérateurs de téléphonie mobile font migrer leurs abonnés vers les réseaux 4G et 5G, pour se situer à moins de 27% en 2029. Le nombre total d'abonnements aux services de téléphonie mobile en Afrique subsaharienne devrait, quant à lui, passer de 950 millions en 2023, à 1,170 milliard en 2029, ce qui représente le taux de croissance annuel moyen le plus élevé au monde (4% par an). La région enregistrera également la plus forte croissance à l'échelle planétaire dans le domaine de l'adoption des smartphones. Environ 790 millions d'habitants de l'Afrique subsaharienne devraient uti-



liser des smartphones en 2029 contre 460 millions en 2023, soit un taux de croissance annuel moyen de 9%. Le rapport souligne d'autre part que l'accélération de la migration des abonnés aux réseaux de téléphonie mobile 2G et 3G vers des réseaux plus récents boostera le trafic de données mobiles dans la région. Le trafic de données sur l'ensemble des réseaux de téléphonie mobile actifs passera ainsi de 2 exaoctets (1 exaoctet équivaut à 1 milliard de gigaoctets) en moyenne par mois en 2023, à 13 exaoctets par mois en 2029, ce qui représente un taux de croissance annuel moyen de 38%. Dans ce même chapitre, le trafic mensuel de données mobiles par smartphone actif au sud du Sahara devrait atteindre 20 gigaoctets (Go) en moyenne en 2029 contre 5 Go durant l'année écoulée, soit un taux

de croissance annuel moyen de 26%. La croissance prévue du trafic de données dans la région découlera notamment de la disponibilité d'un plus grand nombre de connexions, d'une plus grande couverture par des réseaux mobiles à large bande, de l'accessibilité des smartphones et de l'engouement croissant pour les contenus à forte intensité de données tels que le gaming et le streaming vidéo. A l'échelle mondiale, le nombre global d'abonnements aux services de téléphonie mobile devrait atteindre 9,260 milliards en 2029 contre 8,500 milliards en 2023. Ericsson s'attend par ailleurs à ce que le monde compte 5,560 milliards d'abonnements 5G à fin 2029, soit 60 % de l'ensemble des abonnements aux réseaux de téléphonie mobile à cette échéance, contre 1,580 milliard durant l'année écoulée.

TOGO Un 5e Recensement national de l'agriculture annoncé, 12 ans après

Le Togo va effectuer son 5ème Recensement National de l'Agriculture (RNA 5). Annoncée le 23 août 2024 par le ministre de l'Agriculture, Antoine Gbegbeni, lors du Conseil des ministres, cette nouvelle opération sera organisée 12 ans après la dernière, survenue en 2012. Le RNA 5 devrait permettre aux autorités, notamment celles chargées de l'agriculture de collecter des données désagrégées précises et indispensables pour une évaluation rigoureuse des politiques et projets agricoles en cours. Alors que le secteur agricole togolais connaît des évolutions significatives depuis le dernier RNA 4, (en 2012), ces nouvelles informations, précise-t-on, aideront à mieux comprendre la situation actuelle du secteur, identifier les défis à relever et à formuler des réformes adaptées aux réalités du terrain. Au moyen de ce recensement qui s'étendra sur une période de 24 mois, l'idée est également de collecter des informations qui pourraient être utilisées pour le rebasage du Produit intérieur brut (PIB) du pays. En effet, selon les données du RNA 4, l'agriculture togolaise occupe une place centrale dans l'économie du pays, employant environ 60% de la population active et contribuant à près de 40% du PIB. Les autorités togolaises annoncent que le « cadre juridique et institutionnel » de cette opération « sera prochainement consolidé par un décret qui va ouvrir la voie à la phase opérationnelle du projet ».

BALANCE COMMERCIALE ENTRE LE CAMEROUN AVEC LES AUTRES PAYS AFRICAINS

Le déficit commercial chute de 62 % en 2023 pour s'établir à 97 milliards de FCFA

Au cours de l'année 2023, la balance commerciale entre le Cameroun et les autres pays africains a atteint 943,5 milliards de FCFA, contre 1040 milliards de FCFA en 2022. Ces données sont extraites d'un rapport de l'Institut national de la statistique (INS) publiée le 19 août 2024. Elles révèlent un déficit de 97,2 milliards de FCFA, ce qui représente une diminution de 62,3% par rapport au déficit commercial de 2022, qui s'élève à 257,8 milliards de FCFA. Selon l'INS, cette réduction du déficit commercial s'explique par la baisse des importations camerounaises en

provenance des autres pays africains en 2023. En détail, « les dépenses d'importations de marchandises provenant des pays africains ont diminué de 20,7% , pour s'établir à 476,2 milliards de FCFA, contre 600,6 milliards de FCFA en 2022 », indique le rapport de l'INS. Ces importations étaient composées de 18,9% d'huile de palme, 12,5% de ciment, 10,3% d'huiles de pétrole, et 9,5% de poisson congelé. La Côte d'Ivoire a été le principal fournisseur africain en 2023, représentant 15,9% des parts de marché, suivi par le Maroc (9,9%), l'Afrique du Sud (9,7%), l'Égypte (9,6%) et le Nigeria

(8,3%). En revanche, « les recettes d'exportations des produits camerounais vers les autres pays africains ont augmenté de 10,6% par rapport à 2022, atteignant 379 milliards de FCFA. Les principaux produits exportés vers les pays africains en 2023 étaient les huiles brutes de pétrole (19,2%), le savon de ménage (14,5%), le bois scié (5,3%), les préparations alimentaires (4, 5%), et le riz semi-blanchi (3,3%) », précise l'INS. Le Tchad a été le principal client africain du Cameroun en 2023, représentant 39,3% des parts de marché, suivi par l'Afrique du Sud (12,6%), le Nigeria

(10,4%) et la République Centrafricaine (9,0%). Malgré cette réduction du déficit commercial, l'INS note que le poids des échanges commerciaux entre le Cameroun et les autres pays africains reste relativement faible, malgré l'entrée en vigueur en 2021 de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), qui ouvre aux pays du continent les portes d'un marché rapportant à 1,3 milliard de consommateurs. En 2023, selon l'INS, l'Afrique ne représentait que 12,7 % des exportations du Cameroun et 9,5 % de ses importations.

BOURSE DE PARIS

Proche des 7600 pts, Nvidia au centre de l’attention

La Bourse de Paris grappille près de 0,2%, autour des 7590 points, à l'orée d'une semaine qui sera principalement marquée par les résultats du géant américain de l'intelligence artificielle Nvidia. Rappelons par ailleurs que la Bourse de Londres restera porte close aujourd'hui pour le 'Summer Bank Holiday'.

Depuis son creux du 6 août, le CAC a désormais repris plus de 6%, ce qui lui permet d'afficher de nouveau un score positif (+0,5%) sur l'ensemble de l'année. Ces solides performances pourraient néanmoins rendre plus difficile à justifier une poursuite de la remontée en cours, beaucoup d'investisseurs jugeant que les bonnes nouvelles sont aujourd'hui intégrées dans les cours. 'Attention, le mois d'août est loin d'être fini et il peut encore se passer bien des choses', prévient un trader. 'On a toutefois réussi à repasser au-dessus de l'obstacle intermédiaire des 7500 points, un niveau psychologique important, ce qui ouvre la voie à un retour vers les 7925 points, voire en direction du sommet historique des 8250 points qui avait été inscrit en mai', souligne-t-il. Principal motif de prudence à l'entame de cette nouvelle semaine, Nvidia, deuxième

capitalisation mondiale derrière Apple, a prévu de dévoiler ses comptes trimestriels mercredi après la clôture des marchés américains. Du point de vue des analystes de Wedbush Securities, il s'agit de la publication 'la plus importante de l'année' pour les marchés d'actions, voire peut-être 'depuis plusieurs années'. Les investisseurs seront particulièrement attentifs aux perspectives du fabricant de puces dédiées à l'IA, et notamment aux commentaires entourant le lancement de son nouveau processeur graphique Blackwell. Sur le plan économique, plusieurs indicateurs ayant trait à l'inflation seront publiés au cours de la semaine, dont une première estimation des prix à la consommation pour le mois d'août en zone euro et le 'PCE' américain, l'indicateur privilégié par la Fed pour mesurer l'inflation. Des statistiques mesurant le moral des

consommateurs aux Etats-Unis comme en Europe permettront par ailleurs d'en savoir plus sur la santé actuelle de l'économie. En attendant, le moral des entreprises allemandes s'inscrit en légère baisse, à en croire l'indice ifo du climat des affaires qui est passé de 87 points en juillet à 86,6 points en août, montrant que l'économie allemande s'enfonce de plus en plus dans

la crise'. L'institut de recherche munichois rapporte en effet que les entreprises ont estimé que leur situation actuelle s'était aggravée, et que leurs attentes étaient plus pessimistes, les sous-indices de la situation présente et des perspectives s'étant tous deux repliés. Le baril de Brent s'apprécie de plus de 2,4% à Londres, à 79\$ tandis que l'euro reste stable face au billet vert, à 1,11\$/E.

Les Bourses asiatiques sans direction claire à l’ouverture

Les Bourses asiatiques ouvraient en ordre dispersé lundi, la place tokyoïte évoluant, elle, en nette baisse alors que le yen remontait au plus haut en près de trois semaines face au dollar après l'annonce de baisse de taux par le patron de la Fed. L'indice vedette Nikkei de la capitale nippone perdait 0,94% à 38.005,46 points vers 01H00 GMT, et l'indice élargi Topix lâchait 0,96% à 2.658,90 points. A Hong Kong, l'indice Hang Seng était en hausse de 0,75% à 17.743,99 points dans les premiers échanges. Au même moment, l'indice composite de Shanghai cédaït 0,11% à 2.851,33 points

et celui de Shenzhen gagnait 0,41% à 1.512,28 points. La Bourse de New York a clôturé en forte hausse vendredi après que Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), a annoncé que "le temps d'un ajustement de politique monétaire est venu". Le billet vert continuait à baisser vers 01H00 GMT. L'euro se négociait pour 1,1197 dollar contre 1,1192 dollar vendredi. Les cours du pétrole progressaient: le baril de WTI américain gagnait 0,76% à 75,40 dollars et celui de Brent de la mer du Nord avançait de 0,72% à 79,59 dollars vers 00H55 GMT.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Août 2024 Valeur : 28 Août 2024				
BASE	DEVISES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.0903	134.1053
1	EUR	EURO	149.5107	149.5542
1	GBP	POUND STERLING	177.0169	177.0367
100	JPY	JAPANESE YEN	93.2348	93.2647
1	CNY	CHINESE YUAN	18.8332	18.8361
1	CHF	SWISS FRANC	158.4992	158.5356
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	99.2894	99.3078
1	DKK	DANISH KRONE	20.0993	20.1027
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.1693	13.1733
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7856	12.7900
1	AED	UAE DIRHAM	36.5030	36.5151
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.7355	35.7414
1	KWD	KUWAITI DINAR	439.0645	439.2575
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.7581	44.1979
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.8775	13.8791
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.3933	27.5336
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3768	3.3874
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.4923	180.4923

La Bourse de Tokyo lestée par le rebond du yen face au ton accommodant de la Fed

La Bourse de Tokyo évoluait en nette baisse lundi matin alors que le yen remontait au plus haut en près de trois semaines face au dollar dans la foulée de l'annonce de baisse de taux par le patron de la Fed. L'indice vedette Nikkei de la capitale nippone perdait 0,94% à 38.005,46 points vers 01H00 GMT, et l'indice élargi Topix lâchait 0,96% à 2.658,90 points. «Avec l'appréciation du yen par rapport au dollar, les inquiétudes concernant les per-

formances des actions liées à l'exportation pèsent sur les prix des actions», a noté l'analyste Ryotaro Sawada du Tokai Tokyo Intelligence Lab. La Bourse de New York avait clôturé en forte hausse vendredi après que Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), a annoncé que «le temps d'un ajustement de politique monétaire est venu». «En évoquant le ralentissement du marché du travail et le fait que l'inflation se rapproche en-

fin de l'objectif insaisissable de 2 %, M. Powell a donné aux investisseurs exactement ce qu'ils espéraient», a souligné Stephen Innes de SPI Asset Management. Le dollar a plongé face au yen en réaction à ces propos, après avoir déjà piqué du nez plus tôt dans la journée quand le gouverneur de la Banque du Japon (BoJ), Kazuo Ueda, a réaffirmé sa volonté de continuer à relever les taux si l'économie nippone progressait vers une in-

flation stable à 2%. Le billet vert continuait à baisser à 143,67 yens vers 01H00 GMT contre 144,37 yens vendredi à 21H00 GMT. L'euro valait 160,86 yens contre 161,58 yens en fin de semaine dernière, et se négociait pour 1,1197 dollar contre 1,1192 dollar vendredi. Les cours du pétrole progressaient: le baril de WTI américain gagnait 0,76% à 75,40 dollars et celui de Brent de la mer du Nord avançait de 0,72% à 79,59 dollars vers 00H55 GMT.

Prudence à l’ouverture en Europe avant de nombreux indicateurs

Les principales Bourses européennes entament la semaine sur une note prudente avant plusieurs indicateurs qui mettront à l'épreuve les derniers commentaires du président de la Fed, Jerome Powell, et du chef économiste de la Banque centrale européenne. À Paris, le CAC 40 se hisse de 0,06% à 7581,35 points vers 07h05 GMT. Le Dax à Francfort se replie de 0,25%. Le FTSE à Londres est clos à l'occasion

d'un jour férié. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 perd 0,08%, l'EuroStoxx 50 recule de 0,16% et le Stoxx 600 décline de 0,04%. L'inflation en zone euro est attendue vendredi, comme l'inflation PCE aux Etats-Unis. Des indicateurs d'activité en France et en Allemagne seront également publiés cette semaine, tandis que la seconde estimation du PIB américain au deuxième trimestre sera publiée jeudi.

Ces éléments aideront à préciser les perspectives monétaires de part et d'autre de l'Atlantique. Aux Etats-Unis, Jerome Powell a déclaré vendredi que le "moment était venu de baisser les taux", sans toutefois préciser l'ampleur de cette baisse - les marchés monétaires jugent égales les probabilités d'un assouplissement de 25 ou 50 points de base. En zone euro, la dynamique des prix sera essentielle pour déter-

miner le nombre de baisses de taux qu'il est possible d'attendre de la BCE cette année, après que Philip Lane, chef économiste de l'institution, a déclaré samedi que "le retour de l'inflation à sa cible n'est pas encore assuré". Les résultats de Nvidia mercredi constituent enfin un événement risqué, tant les attentes des investisseurs sont élevées pour le groupe, qui a fortement contribué à la bonne performance de

la technologie en 2024. Aux valeurs, le secteur de l'immobilier progresse de 0,4%, meilleure performance sectorielle de l'indice Stoxx 600, les opérateurs se positionnant pour un assouplissement des politiques monétaires cette année. Le secteur de la technologie affiche la pire performance sectorielle et se replie de 0,34%, la prudence dominant avant les chiffres de Nvidia.

À L'APPROCHE DE LA BAISSSE DES TAUX D'INTÉRÊT AUX ÉTATS-UNIS

Les chances d'un «atterrissage en douceur» économique pourraient dicter la performance des actions

Alors que les baisses de taux d'intérêt sont pratiquement actées, les investisseurs s'intéressent de plus en plus aux données économiques des prochains mois, afin de déterminer si le scénario d'un "atterrissage en douceur", qui a contribué à stimuler les actions américaines en 2024, peut se poursuivre.

Le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, a déclaré vendredi que le "moment était venu" de commencer à abaisser les taux d'intérêt - un message plus dovish que ce que de nombreux investisseurs pensaient entendre lors de la conférence annuelle de la banque centrale à Jackson Hole, dans le Wyoming. Ce processus commencera probablement le mois prochain, avec une réduction de 25 points de base lors de la réunion de politique monétaire de la Fed des 17 et 18 septembre. Ces commentaires sont loin d'être un signal d'alarme. Le S&P 500 ayant progressé de 18 % sur l'année et les actions étant fortement valorisées, les acteurs du marché devront continuer à voir des signes indiquant que l'économie se dirige vers un atterrissage en douceur, où la croissance reste résiliente tandis que l'inflation ralentit. "Ce que le marché voulait, c'était entendre que le cycle de réduction des taux commence", a déclaré Alessio de Longis, gestionnaire de portefeuille senior et responsable des investissements chez Invesco Solutions. Cependant, "la Fed est-elle en train de nous dire qu'elle s'inquiète réellement de l'économie ? Si c'est le cas, l'enthousiasme suscité par le

cycle de réduction des taux d'intérêt devrait peut-être être relativisé. L'histoire montre que les actions ont tendance à mieux se comporter lorsque les baisses de taux interviennent dans un contexte de croissance résiliente plutôt qu'au cours d'un ralentissement économique brutal. Depuis 1970, l'indice S&P 500 a progressé en moyenne de 18 % un an après la première baisse de taux en période de non-récession, selon les stratégies d'Evercore ISI. En période de récession, l'indice n'a progressé en moyenne que de 2 % un an après la première baisse. Dans son discours, M. Powell a déclaré que la Fed "ne cherchait pas et n'accueillait pas favorablement" un nouveau refroidissement du marché du travail et qu'elle souhaitait empêcher une nouvelle érosion. L'emploi sera sous les feux de la rampe lorsque les États-Unis publieront un rapport sur l'emploi très surveillé le 6 septembre, après des données plus faibles que prévu sur le marché du travail au début du mois d'août. Parmi les autres données importantes à venir figurent deux rapports mensuels sur l'inflation : l'indice des prix des dépenses de consommation personnelle le 30 août et l'indice des prix à la consommation le 11 septembre. De nouveaux signes de faiblesse économique

pourraient à nouveau ébranler les actions et faire basculer les attentes vers une réduction de 50 points de base le mois prochain. Les attentes pour une telle mesure étaient de l'ordre de 35 % vendredi après-midi, contre environ 29 % avant le discours, le reste des attentes étant pour une réduction de 25 points de base, selon les données des contrats à terme. "La Fed procède à un assouplissement alors que l'économie n'est pas particulièrement faible (et que l'inflation est toujours supérieure à l'objectif), et elle a la possibilité d'assouplir considérablement sa politique en réponse à toute faiblesse aiguë", a écrit Rick Rieder, directeur des investissements de BlackRock pour les titres à revenu fixe mondiaux, dans une note datée de vendredi. Quincy Krosby, stratège mondial en chef chez LPL Financial, a déclaré qu'un facteur clé pour les actions est de savoir si les réductions de taux sont dues à la modération de l'inflation ou à l'affaiblissement du marché de l'emploi. "Le marché souhaite qu'un cycle de réduction des taux soit mis en place parce que l'inflation diminue", a déclaré M. Krosby. "La question reste de savoir si l'on assiste ou non à une nouvelle détérioration du marché de l'emploi. Des données encourageantes pourraient égale-

ment contribuer à soutenir les actions au cours d'une période qui, selon certains, pourrait être turbulente. Le mois de septembre est historiquement le mois le plus faible pour les performances boursières, le S&P 500 enregistrant en moyenne une baisse de 0,78 % depuis la Seconde Guerre mondiale, selon les données de la CFRA. Les valorisations élevées des actions peuvent également rendre les investisseurs moins enclins à les conserver en cas de mauvaises nouvelles. Selon LSEG Datastream, le ratio cours/bénéfice prévisionnel de l'indice S&P 500 s'établit à 21, contre 19,6 au début du mois d'août. La moyenne à long terme de l'indice est de 15,7. Une course présidentielle serrée entre la vice-présidente Kamala Harris et l'ancien président Donald Trump pourrait également susciter de l'incertitude d'ici à l'élection du 5 novembre. "Les tendances à long terme des actions sont solides comme le roc et toute faiblesse est une occasion d'augmenter l'exposition", a déclaré Andre Bakhos, membre directeur d'Ingenium Analytics LLC. À plus court terme, "nous allons assister à des mouvements chaotiques, erratiques et volatils parce que personne ne sait vraiment ce qui va se passer maintenant qu'il (Powell) a montré sa main".

CHINE

La demande d'or devrait rebondir

La demande d'or en Chine devrait s'améliorer dans les mois à venir, les consommateurs s'adaptant à des prix plus élevés, ont déclaré des responsables de l'industrie, l'incertitude économique et les inquiétudes concernant la faiblesse de la monnaie stimulant les flux d'investissement. Une reprise de la demande dans le pays le plus consommateur de métal précieux au monde pourrait soutenir la hausse des prix de l'or, qui ont atteint un niveau record la semaine dernière. "Les acheteurs chinois s'adaptent à

la hausse des prix", a déclaré un négociant basé à Singapour et travaillant pour une grande banque fournisseur de lingots. "En juillet, ils sont restés sur la touche, mais récemment, la demande d'investissement a repris. Les remises se réduisent à mesure que la demande s'améliore", a-t-il déclaré en marge de la conférence sur l'or en Inde. L'or a fait un bond de 22 % depuis le début de l'année, atteignant un sommet de 2 531,60 dollars l'once et marquant sa meilleure année depuis 2020.

Cette hausse a été alimentée par un certain nombre de facteurs, notamment la perspective d'une réduction des taux d'intérêt aux États-Unis, les tensions géopolitiques mondiales et l'augmentation des achats par les investisseurs. "Nous devons voir comment les prix se comportent, à quelle vitesse les consommateurs et les investisseurs peuvent s'adapter à ces prix, et comment l'économie chinoise se comporte également", a déclaré Philip Newman, directeur général de Metals Focus. "Mais dans l'ensemble, nous sommes plutôt positifs pour le se-

cond semestre de l'année. La Banque populaire de Chine (PBOC) a interrompu ses achats d'or en mai, et le mois de juillet est le troisième mois consécutif au cours duquel elle a suspendu ses achats pour ses réserves. Toutefois, les nouveaux quotas attribués à plusieurs banques chinoises en août visent à réguler le flux d'or dans le pays. Selon Joni Teves, stratège chez UBS, la demande saisonnière devrait reprendre plus tard dans l'année en Chine, l'intérêt des investisseurs pour l'or persistant en raison

de l'incertitude économique, des inquiétudes liées à la faiblesse de la monnaie et de son attrait en tant qu'actif alternatif compte tenu du ralentissement prolongé du secteur immobilier dans le pays. "Si les prix continuent à atteindre de nouveaux sommets, il y aura un léger vent contraire du côté de la joaillerie, mais il sera compensé par l'intérêt des investisseurs. La PBOC a été le plus grand acheteur d'or au monde en 2023, avec des achats nets de 7,23 millions d'onces, selon le World Gold Council (WGC).

FRANCE

Les pertes d'emploi en hausse chez les patrons au premier semestre

Près de 30.000 chefs d'entreprises ont perdu leur emploi au premier semestre, soit un cinquième de plus que l'an dernier à même époque, selon l'association GSC et le cabinet Altares. La perte d'emploi des patrons s'accroît. Selon une étude de l'association GSC et du cabinet Altares, 29.958 chefs d'entreprises ont perdu leur emploi sur les six premiers mois de l'année, soit une hausse de 18,4% sur un an. Pour rappel, sur l'ensemble de l'année 2023, Altares avait dénombré 57.729 défaillances d'entreprises, en augmentation de 35,8% par rapport à 2022. Malgré « l'envie d'entreprendre » qui règne en France depuis une vingtaine d'années, « environ quatre entreprises sur dix ne souffleront pas leur cinquième bougie », remarque dans

le communiqué publié dimanche Thierry Millon, directeur des études Altares, évoquant « le traumatisme » subi par ces patrons, en particulier « le tiers âgés de plus de 50 ans qui envisageront plus difficilement leur rebond ».

Les petites entreprises sont les plus touchées

Les gérants de structures de moins de cinq salariés représentent près de neuf pertes d'emploi sur 10. Le nombre de dirigeants d'entreprises de 6 à 9 salariés touchés est en hausse de 40,2% à 1.661, celui des patrons de PME de 10 à 19 salariés augmente de 31,1% à 1.378. Ces entreprises souffrent de « structures financières insuffisantes qui les fragilisent », remarque l'étude. Les dirigeants de

structures dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500.000 euros représentent 76,5% des personnes touchées. La hausse des pertes d'emplois est similaire entre catégories d'âge, de 15,8% pour les moins de 26 ans (2,5% des personnes concernées) à 19,7% pour les 41-50 ans (28,6%). L'âge médian des entrepreneurs concernés est de 45,8 ans. La crise de l'immobilier affecte la construction : 7.669 chefs d'entreprises ont perdu leur emploi au premier semestre (+34,2%). Le commerce a perdu 6.456 dirigeants (+15%), le transport et la logistique 1.296 (+30,5%), et le service aux entreprises 3.716 (+18,2%). Les pertes d'emplois sont nombreuses dans l'hébergement, restauration, débit de boissons (3.734), mais avec une progression moindre (+7,6%). Un quart

des pertes d'emplois (7.215, +32%) sont en Île-de-France. Nouvelle-Aquitaine et Hauts-de-France sont les plus épargnées avec des hausses respectives de 9,5% et 6,6%. « Nos créateurs d'emplois et de richesses sont abandonnés dès lors que leur navire chavire », regrette Anthony Streicher, président de l'association GSC (garantie sociale des chefs d'entreprises), une assurance-chômage volontaire créée par les organisations patronales pour les travailleurs indépendants. Pour lui, cela doit être « un sujet prioritaire » pour le nouveau Premier ministre.

La REF s'ouvre sous le signe de l'impatience ce lundi

La sixième Rencontre des entrepreneurs de France (REF) organisée par

le Medef s'ouvre ce lundi à l'hippodrome de ParisLongchamp, sous le signe cette année d'une certaine impatience du patronat à voir se constituer enfin un nouveau gouvernement. Le pouvoir exécutif manquera à l'appel, alors que les consultations entre Emmanuel Macron et les partis se poursuivent pour déterminer enfin le nom d'un ou d'une Première ministre après les législatives anticipées de juillet. Là où l'ancienne Première ministre Élisabeth Borne était l'invitée d'honneur de la séance d'ouverture l'an dernier, ce sont cette année les présidents du Parlement, Yaël Braun-Pivet pour l'Assemblée nationale et Gérard Larcher pour le Sénat, qui s'exprimeront lundi après-midi, après le discours d'ouverture du président du Medef, Patrick Martin.

Volkswagen revoit ses plans de production de batteries



Confronté à une demande pour les voitures électriques plus faible que prévu, Volkswagen doit réévaluer ses ambitions en matière de production de batteries. Dans un revirement inattendu, Volkswagen, qui voulait s'ériger en leader européen en matière d'électrification avec l'ambition de ne proposer que des modèles électriques sur le Vieux Continent dès 2033, réévalue ses projets de production de cellules de batteries répartie sur 6 usines en Europe. Une décision qui souligne l'incertitude croissante entourant le marché des véhicules électriques. Initialement vouées à représenter l'avant-garde de la transition énergétique de la marque, ces infrastructures se voient réduites dans leur ambition face à la demande chancelante pour les modèles électriques.

Le géant de Wolfsburg, autrefois résolu à transformer l'Europe en une plaque tournante de la production de batteries, doit désormais composer avec un ralentissement des ventes. Ce dernier, couplé à des projections plus prudentes, pousse Volkswagen à repenser ses investissements massifs dans ce secteur. Les usines prévues, véritables symboles de la stratégie d'indépendance énergétique de l'entreprise, risquent de voir leur taille et leur portée réduites.

L'évolution du marché électrique semble avoir pris de court même les acteurs les plus optimistes. Alors que Volkswagen s'engageait dans une course effrénée pour rattraper Tesla, la réalité des ventes impose désormais une pause. Les décisions à venir seront cruciales, non seulement pour la marque, mais pour toute l'industrie européenne, alors que les ambitions d'autonomie énergétique sont remises en question. Les prochains mois révéleront si Volkswagen peut ajuster sa stratégie face à un marché en mutation, sans compromettre ses objectifs à long terme. Il s'agit d'un deuxième coup dur pour la marque qui doit également retarder le lancement de son projet Trinity et ne renouvellera pas la VW ID.3 qui sera remplacée par la Golf 9 électrique.

Les «fausses» hybrides gonflent les chiffres des constructeurs automobiles

Les constructeurs aiment communiquer sur leurs ventes de voitures hybrides, de plus en plus nombreuses dans le mix. Sauf qu'il faut séparer les "vraies" hybrides des microhybrides incapables de rouler en électrique.

Les chiffres du marché automobile français sont clairs : l'hybridation non rechargeable est à 40 % de parts de marché sur les sept premiers mois de l'année en France. Mais de quoi parle-t-on au juste ? Les "vraies" hybrides, celles qui ont une batterie suffisante et qui peuvent rouler quelques centaines de mètres (kilomètres ?) en tout électriques, ou les "mild hybrids", ces voitures à microhybridation ? En réalité, les deux mélangées.

La Plateforme Automobile prend soin tout de même de découper chaque mois les deux catégories qui n'ont pas grand-chose en commun. L'investissement pour concevoir et produire une vraie hybride est sans commune mesure avec l'adaptation d'un moteur thermique avec un petit moteur électrique, souvent câblé sur réseau 48 volts. Ainsi, en regardant le détail, nous apprenons que les hybrides dites "full" représentent 18 % des ventes, contre 13,5 % pour les "mild hybrid". Et en Europe, alors ?

Beaucoup plus d'hybrides légères

Il est donc difficile d'y voir clair dans les bilans comptables des constructeurs publiés tous les semestres, puisqu'ils mélangent pour la plupart les ventes d'hybrides et d'hybrides légères. Mais les secondes n'ont rien d'hybride au sens propre : ce sont des voitures 100 % thermiques qui disposent d'une



toute petite assistance pour alléger un peu leur bilan CO2 au cycle d'homologation. Rien de plus. Si les "full hybrid" sont majoritaires en France, la situation s'inverse à l'échelle européenne. La part de marché des microhybride n'a cessé de croître ces dernières années pour atteindre les 20 % cette année. La part des hybrides haute tension tourne quant à elle autour des 15 % selon les chiffres d'EV-Volumes. Pourquoi une telle différence avec la France ? La réponse s'appelle "préférence nationale". En France, les hybrides Renault (qui sont de "vraies" hybrides) cartonnent, notamment sur les Clio et Captur. Toyota n'est pas en reste puisque les Yaris et

Yaris Cross sont dans le Top 10 des ventes. Tous ces modèles portent donc le niveau de ventes des full hybrid à un niveau qui n'a guère d'équivalent ailleurs en Europe. Mais sur l'ensemble du Vieux Continent, il faut tenir compte des ventes de constructeurs allemands qui n'ont jamais voulu développer le full hybrid. Les moteurs à microhybridation pullulent chez Volkswagen, BMW et les autres ! Golf, Série 1, Octavia, A3 et Q3... tous ces modèles n'offrent que de l'hybridation légère ou du PHEV, mais rien entre les deux. Et c'est d'ailleurs peut-être ce qui pourrait jouer des tours à certains dès 2025 avec les nouvelles normes CO2.

Porsche célèbre les 50 ans de la 911 Turbo avec l'édition limitée Turbo 50 Years

C'est en 1974 que la Porsche 911 Turbo a fait son apparition. Aujourd'hui, 50 ans plus tard, la super-sportive emblématique joue toujours un rôle de premier plan. Cela mérite une édition limitée : la 911 Turbo 50 Years.

La Porsche 911 Turbo existe depuis 50 ans. Voilà qui mérite d'être célébré. Et le constructeur allemand spécialiste des voitures de sport s'en charge de manière très traditionnelle en lançant une version spéciale, limitée à 1974 exemplaires - en référence à l'année de naissance de l'emblématique voiture de sport. Cette édition anniversaire baptisée Turbo 50 Years est basée sur la Turbo S à transmission intégrale de l'actuelle génération 992, et pas encore sur la 992.2 mise à jour.

À l'instar de la Turbo S, la Por-

sche 911 Turbo 50 Years fait appel à un moteur boxer développant 650 ch et 800 Nm qui assure un sprint de 0 à 100 km/h en à peine 2,7 s et une vitesse de pointe toujours fixée à 330 km/h. L'équipement de série comprend des éléments tels que l'échappement sport avec silencieux noirs et la suspension PASM abaissée avec système de levage sur l'essieu avant, tandis que les jantes spécifiques abritent des freins en carbone céramique avec étriers noirs.

Motif à carreaux

Cette Porsche 911 Turbo 50 Years, peinte en Turbonite, doit maintenant tirer le meilleur parti de sa livrée spéciale. Outre les jantes susmentionnées, les décalcomanies spécifiques ajoute à son aspect exclusif, faisant référence à la



RSR Turbo lancée en 1973, que Porsche a utilisée comme étude conceptuelle avant la présentation officielle de la 911 Turbo en 1974. Cette édition limitée est également dotée d'un logo spécial sur la poupe et d'un badge supplémentaire sur la grille de refroidissement. Les sièges sont ornés du légendaire motif à carreaux et la montre-bracelet assortie ne manque pas non plus à l'appel.

Mais la personnalisation peut être plus poussée encore, puisque Porsche propose également un pack Heritage Design pour la nouvelle Porsche 911 Turbo 50 Years, reconnaissable aux autocollants supplémentaires (avec numéro de départ), aux plaques nominatives dorées et aux jantes personnalisées (Sport Classic à la place d'Exclusive Design).

FACE À L'UE

Apple ouvrira encore plus iOS, mais à quel prix ?

Depuis plusieurs mois Apple modifie son système iOS pour respecter l'entrée en vigueur du Digital Market Act. Et, en une seule phrase, la firme de Tim Cook montre la pleine puissance de l'UE.

Avec iOS 17.4, Apple a commencé à dissocier les mises à jour de son système d'exploitation mobile pour les Européens. Il est désormais possible d'installer un App Store différent. C'est ainsi que l'AltStore et l'Epic Game Store ont vu le jour. Mais les choses vont aller bien plus loin. Identifiée avec iOS comme un gatekeeper par l'Union européenne, l'entreprise Apple n'a d'autre choix que de se plier aux exigences du DMA pour continuer à vendre ses produits sur le Vieux Continent. Et si nous sommes habitués à une multinationale proposant des produits et services particulièrement fermés, elle va devoir les ouvrir.

Votre iPhone, vos choix

Dans un billet de blog à destination des développeurs, Apple explique que les utilisateurs de l'Union européenne devront avoir plus de choix pour configurer leurs applications favorites par défaut. Depuis iOS 14, il est possible de remplacer le navigateur ou le client mail. Mais la société n'avait fait que le strict minimum. Les éditeurs tiers étaient encore obligés d'utiliser le moteur de rendu par défaut - WebKit. Ce n'est qu'à l'entrée en vigueur du DMA que les choses ont changé en donnant plus de flexibilité pour les navigateurs alternatifs. Un peu plus tard cette année, Apple



permettra aux utilisateurs de l'Union européenne de configurer davantage d'applications par défaut et notamment pour le téléphone, l'application de messagerie, le gestionnaire de mots de passe, le clavier ou encore l'outil permettant de filtrer le spam téléphonique. Au printemps prochain, la firme de Cupertino ira encore plus loin et permettra de définir une application de cartographie par défaut ainsi qu'un outil de traduction. Mais c'est en une seule phrase qu'Apple montre la pleine puissance de l'UE : « De plus, l'App Store, Messages, Photos, Caméra, et Safari pourront désormais

être supprimés par les utilisateurs dans l'UE ». Chose impensable il y a encore quelque temps, Apple semble peu à peu perdre le contrôle sur son système mobile et l'utilisateur n'hésitera certainement pas à se détourner de ces applications s'il n'en voit pas l'usage. Et au passage, tout cela concerne également iPadOS.

Un iPhone sur-mesure, mais à quel prix ?

Une nouvelle section spécifiquement dédiée à cette configuration fera son apparition au sein des paramètres d'iOS.

Si les développeurs tirent parti de ces nouveautés, il sera donc possible d'avoir un iPhone extrêmement personnalisé et collant véritablement à ses besoins. Reste qu'Apple continue de faire pression comme elle peut. Face aux exigences de l'UE, l'entreprise a pris le parti de bloquer en Europe la fonctionnalité la plus attendue d'iOS 18 : Apple Intelligence (ainsi que la mise en miroir des iPhone). Il est intéressant de noter que ce blocage ne concerne d'ailleurs que les terminaux en ligne de mire du DMA, l'IA d'Apple pouvant être activée sur les Mac.

Apple déclare officiellement que les exigences d'interopérabilité imposées par le DMA peuvent compromettre la sécurité et la confidentialité des données de ses utilisateurs. Bien évidemment, officiellement, Apple serait plutôt en train de créer une opposition entre ses utilisateurs européens et la Commission européenne.

Alors un iPhone ouvert, oui, mais à quel prix ? Car si l'UE impose au géant californien un double développement pour respecter les règles en vigueur en Europe, Apple pourrait aussi très bien jouer double jeu et choisir de privilégier les utilisateurs américains de manière régulière. Cette année, c'est l'IA. Et l'année prochaine ? On imagine en tout cas que dans un tel scénario, les cerveaux affûtés des jailbreakers trouveront un moyen de contourner ces restrictions.

LARRY ELLISON, BILL ACKMAN, PUFF DADDY...

Elon Musk contraint de dévoiler la liste des investisseurs qui l'ont aidé à racheter Twitter (X.com)

Parmi les investisseurs du réseau social X.com, outre Elon Musk, on retrouve également de puissants (et parfois décriés) investisseurs américains, un prince saoudien, Jack Dorsey et même Sean « Puff Daddy » Combs. C'était il y a bientôt deux ans, Elon Musk rachetait Twitter pour « le futur de la civilisation » contre la coquette somme de 44 milliards de dollars, débarquant dans la foulée son patron, Parag Agrawal, ainsi que diverses autres têtes pensantes du groupe. Rapidement, le réseau social se transforme, pour le meilleur et (surtout) pour le pire.

Du « beau » monde aux commandes du réseau X.com

Aujourd'hui, par le biais d'un juge fédéral de Californie, la plateforme X.com a été contrainte de révéler l'identité de ses investisseurs, ce dans le cadre d'un procès intenté par d'anciens employés, qui réclament le paiement de divers frais à la suite de

l'achat par Elon Musk de celui que l'on appelait jadis Twitter. Et parmi la centaine de propriétaires du réseau X.com figurent des noms très familiers, tant dans le monde de l'investissement et de la finance, que dans l'univers musical.

Des stars de l'investissement, un prince saoudien et... Puff Daddy

Parmi ceux-ci, on retrouve notamment Bill Ackman, 57 ans, milliardaire fondateur du fonds Pershing Capital, qui a notamment fait tomber la tête de la présidente de Harvard, Claudine Gay. À cela s'ajoute Larry Ellison, un autre homme d'affaires américain, principal cofondateur de la société Oracle Corporation. La liste fournie par X.com permet également de mettre en lumière un autre investisseur, à savoir le rappeur américain Puff Daddy, par le biais de sa société Sean Combs Capital. Le prince (et homme d'affaires) saoudien Al-Waleed bin Talal bin Abdelaziz Al Saud fait également partie de



la liste des investisseurs, ce dernier détenant également des parts au sein de Lyft. Le fondateur de Twitter, Jack Dorsey, est lui aussi présent sur la précieuse liste, au travers de Jack Dorsey Remainder LLC. De plus, tout récemment, Elon Musk et Donald Trump ont clairement

affiché leur rapprochement, à tel point que le patron de X.com pourrait faire partie du gouvernement Trump en cas de victoire de ce dernier. Toutefois, malgré toutes les gesticulations d'Elon Musk, les finances du réseau social X.com seraient en chute libre. Une

chute libre pour le moins vertigineuse, puisque celle-ci afficherait une baisse de l'ordre de 80 %, la faute à des revenus publicitaires qui se sont rapidement effondrés à la suite (entre autres) des prises de position de son dirigeant.

[illegible]

ENVENIMATION SCORPIONIQUE Plus de 1.300 cas dont 3 décès à El-Bayadh

La direction de la Santé et de la Population (DSP) de la wilaya d'El-Bayadh a enregistré, cette année, plus de 1.300 cas d'envenimation scorpionique, dont trois morts, a-t-on appris, lundi, auprès de la DSP. La cheffe du service de prévention, Amel Belhouachi, a indiqué à l'APS, à l'occasion du lancement des journées de sensibilisation sur la prévention des envenimations aux scorpions, organisées par la DSP sous le slogan "Protégeons-nous et nos enfants des piqûres scorpioniques", que ce nombre d'envenimations a été enregistré, depuis le début de l'année 2024 jusqu'au 31 juillet dernier dans les différentes communes de la wilaya.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 27 août 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



DIPLOMATIE

Entretien téléphonique entre M. Attaf et son homologue tunisien

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a eu, lundi, un entretien téléphonique avec son homologue tunisien, Mohamed Ali Nafti, pour le féliciter après sa nomination à la tête de la diplomatie tunisienne, lui souhaitant succès et réussite dans l'accomplissement de ses nobles missions, a indiqué un communiqué du ministère. M. Attaf a, en outre, exprimé le souhait "de travailler en étroite collaboration avec son frère, le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, sur les plans bilatéral et multilatéral, afin de mettre en œuvre les hautes directives des dirigeants des deux pays frères, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son frère, le Président Kais Saïed", ajoute le communiqué. Les deux ministres "sont convenus d'organiser, dans les meilleurs délais, une rencontre bilatérale, dans le cadre de la poursuite des efforts visant à renforcer la dynamique exceptionnelle marquant les relations algéro-tunisiennes dans divers domaines, en vue de les pérenniser et de les consolider davantage", précise la même source.

AÏN TEMOUCHENT

Mise en échec de trois tentatives d'émigration clandestine et arrestation de 45 individus

Les services de la Gendarmerie nationale de Aïn Temouchent ont mis en échec trois tentatives d'émigration clandestine par mer et ont arrêté 45 individus, a-t-on appris, lundi, auprès du groupement territorial de ce corps de sécurité. Ces opérations ont permis la saisie d'une embarcation en acier, d'une embarcation pneumatique, deux moteurs, 13 jerricans d'essence d'une capacité de 20 litres chacun et de deux autres d'une capacité de 30 litres chacun, a précisé la cellule de communication. Dans le cadre de ces opérations, une somme de 50.000 DA et des sommes en devises s'élevant à 10.330 euros, cinq rials saoudiens, 10 dinars tunisiens et 45 téléphones portables ont été saisis, selon la même source. Après l'accomplissement de toutes les procédures légales, les suspects ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent, sous l'accusation du délit de trafic d'immigrés, dans le cadre d'un groupe criminel organisé, et planification de quitter illégalement le territoire national, selon la même source.

INDICE BRUT DES PRIX À LA CONSOMMATION

Légère hausse des prix en juillet

Par Selma R

L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger enregistre une hausse de 0,8 % en juillet 2024 par rapport au mois précédent, selon la dernière Note de l'office national des statistiques (ONS). Il y a lieu de rappeler que le même mois de l'année précédente s'est caractérisé par une baisse de 0,4 % (juillet 2023 par rapport à juin 2023). Quand à l'indice général des prix à la consommation au niveau national, il a enregistré une légère hausse de 0,3%. Cette tendance (+0,8%), qui est de moindre ampleur que celle relevée au mois précédent (+1,3%), s'explique essentiellement par la hausse de 0,7% des prix des biens alimentaires et de +1,4% par celle des produits manufacturés, indique l'ONS. Les prix des produits agricoles frais enregistrent une hausse modérée de 0,3 %. En effet, en dehors des légumes qui affichent une baisse de prix de 9,2%, le reste des produits relevant de cette catégorie se caractérise par des hausses, la plus importante touche la viande de poulet (+9,7%) et avec des degrés moindres la

viande rouge (+1,7%) et les fruits (+1,9%), ajoute-t-il. Par ailleurs, les prix des biens alimentaires industriels marquent une hausse de 1,1 %, en raison de l'augmentation des prix du café qui inscrivent un taux de +10,0%. En outre, les prix des services se caractérisent par une relative stagnation. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation enregistre, pour ce mois de juillet 2024, une hausse de 1,8 % par rapport au mois précédent. Selon la même source, « au mois de juillet 2024 et par rapport au même mois de l'année 2023, la variation des prix à la consommation est de +5,7 %. Le rythme d'inflation annuel (août 2023 à juillet 2024 / août 2022 à juillet 2023) est de +6,1 % ». S'agissant de l'évolution des prix par catégorie de produit, la Note de l'ONS indique que les prix des biens alimentaires enregistrent une hausse de 0,7% en juillet 2024, par rapport à juin qui s'est caractérisé par un taux plus élevé, soit +2,6%. Les prix des produits agricoles frais affichent une augmentation de 0,3%, quoique modérée, elle est expliquée par la hausse d'un certain nombre de produits, notamment, la viande de

poulet (+9,7%) et la viande rouge (+1,7%). En revanche, les prix des légumes inscrivent une baisse de 9,2%. Quand aux prix des produits alimentaires industriels, ils accusent une hausse de 1,1%, émanant principalement des prix du café qui inscrivent un taux de 10,0%. En juillet 2024 et par rapport à juillet 2023, l'évolution des prix des biens alimentaires marque une variation de +6,5%. Les prix des produits agricoles frais enregistrent une hausse de 10,9%, avec essentiellement +15,9% pour la viande et abats de mouton. Par ailleurs, les prix des biens alimentaires industriels accusent une augmentation de +1,7%, avec un taux remarquable de +34,4% pour le café, thé infusion. 2.2. Produits manufacturés non alimentaires et services En juillet 2024 et par rapport au mois précédent, les prix des produits manufacturés affichent une hausse de 1,4%. Quant aux prix des services, ils enregistrent une relative stagnation. En juillet 2024 et par rapport au même mois de l'année précédente, l'évolution des prix des produits manufacturés est proche de +5,9%, celle des services est de +2,4%.

KOWEÏT

Signature d'un accord d'approvisionnement en GNL sur 15 ans avec le Qatar

Le Koweït a annoncé lundi la signature d'un nouvel accord d'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) avec le Qatar, visant notamment à répondre à la hausse de la demande d'électricité dans le pays du Golfe. Le contrat signé entre Kuwait Petroleum Corporation (KPC) et Qatar Energy prévoit la livraison de 3 millions de tonnes de GNL qatari

par an à partir de 2025, sur une période de 15 ans, a indiqué la compagnie publique koweïtienne. Les deux parties avaient conclu un accord similaire en 2020, portant sur la même quantité et la même durée. Ce nouvel accord "témoigne de la solidité des relations bilatérales" et vise à "répondre aux besoins du pays en matière d'énergie propre, notamment pour

la production d'électricité", a déclaré le PDG de KPC, Cheikh Nawaf Saud Al Nasser Al Sabah, lors de la cérémonie de signature au Koweït. "Ce partenariat à long terme (...) est un élément essentiel pour soutenir les objectifs de durabilité du Koweït, en particulier dans le domaine de la production d'électricité", a déclaré pour sa part le ministre qatari de l'Energie et PDG

de QatarEnergy, Saad al-Kaabi. Le Qatar est l'un des plus grands producteurs de GNL au monde avec les Etats-Unis et l'Australie. Il a annoncé en février sa volonté d'augmenter sa capacité de production à 142 millions de tonnes par an d'ici 2030, avec le lancement d'un nouveau projet d'expansion gazière.

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

Une publication spéciale sur les cycles de formation organisés au profit des journalistes en 2024

Le ministère de la Communication a édité une publication spéciale sur les cycles de formation qu'il a organisés au profit des journalistes en 2024. Editée par le Centre national de documentation, de presse, d'images et d'information (CNDPI), cette publication aborde à travers ses 109 pages les différents cycles de formation organisés cette année par le ministère au profit de près de 800 journalistes des secteurs public et privé dans le cadre d'une stratégie visant à instaurer "une presse spécialisée" pour se mettre au diapason de "la nouvelle tendance en réponse aux exigences de la presse mondiale qui s'oriente vers la spécialisation". Cette édition, contient des photos braquant la lumière sur les différents cycles et ateliers de formation dédiés aux journalistes dans divers domaines, tels que l'énergie, les sports, l'économie, la culture, le tourisme ainsi que le cadre constitutionnel et juridique de l'élection présidentielle, outre la couverture médiatique de cet événement. Au début de cette parution spéciale, le ministre de la Communication, M. Mohamed Laagab, a fait savoir que "ces cycles de formation organisés dans différents domaines y compris "la presse sportive, culturelle et économique, la couverture des élections ainsi que la rédaction dans les domaines gazier et pétrolier" avaient pour objectif de "remédier aux lacunes" que connaît le secteur afin d'"instaurer une presse spécialisée. Mais aussi pour doter les journalistes des outils et des clés leur permettant d'exercer leur métier avec professionnalisme". Le ministre a également précisé que de telles sessions "ne visent pas à former des spécialistes dans un cadre académique et scientifique, mais permettent au journaliste d'avoir les outils nécessaires pour une analyse et une prospective correctes", soulignant que la nouvelle loi sur l'information "assure le cadre juridique pour la formation continue des journalistes" et oblige, aussi, les médias à

"assurer une formation continue et régulière pour leurs personnels afin d'actualiser leurs connaissances et d'acquérir de nouvelles compétences, dans l'objectif de promouvoir continuellement les médias nationaux et de les mettre au diapason des nouvelles mutations que connaît ce secteur sensible". La presse connaît "des évolutions effrénées, à la faveur de la domination recrudescente des nouvelles technologies (...), d'où la nécessité pour les journalistes de s'en armer en vue d'être au diapason de la tendance des nouveaux médias", a poursuivi le ministre. "Après avoir achevé le processus de renouvellement du système juridique du secteur, le ministère a collaboré avec les médias publics et privés afin d'optimiser la performance de presse nationale, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a pris plusieurs mesures en faveur des médias dans l'ambition d'améliorer leur performance", a-t-il appelé.